

## **DEPARTEMENT DU GARD**

### **SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

*Séance du 27 juin 2025*

---

**DELIBERATION N° 12**

**DIRECTION GENERALE ADJOINTE DES RESSOURCES INTERNES**

**DIRECTION DES FINANCES**

#### **Extrait de la réunion du 27 juin 2025**

##### **ETAIENT PRESENTS**

Mme Dominique ANDRIEU-BONNET, M. Rémy BACHEVALIER,  
Mme Laurence BARDUCA-FAUQUET, M. Christian BASTID,  
M. Jean-Charles BENEZET, Mme Carole BERGERI, M. Gérard BLANC,  
Mme Pascale BORIES, M. Vincent BOUGET, Mme Léa BOYER,  
M. Ghislain CHASSARY, Mme Cathy CHAULET, Mme Amal COUVREUR,  
M. Robert CRAUSTE, M. Martin DELORD, Mme Muriel DHERBECOURT,  
Mme Isabelle FARDOUX-JOUE, Mme Pascale FORTUNAT-DESCHAMPS,  
M. Jean-Pierre FUSTER, M. Olivier GAILLARD, Mme Maryse GIANNACCINI,  
M. Marc LARROQUE, Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT,  
M. Patrick MALAVIEILLE, Mme Hélène MEUNIER, Mme Valérie MEUNIER,  
Mme Elisabeth MONDET, M. Rémi NICOLAS, Mme Sylvie NICOLLE,  
Mme Bérengère NOGUIER, Mme Nathalie NURY, M. Bruno PASCAL,  
Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Alexandre PISSAS, M. Philippe RIBOT,  
Mme Huguette SARTRE, M. Patrick SCORSONE, M. Christophe SERRE,  
M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

##### **PROCURATIONS**

M. Denis BOUAD donne procuration à Mme Françoise LAURENT-PERRIGOT  
Mme Véronique GARDEUR-BANCEL donne procuration à M. Richard TIBERINO  
M. Frédéric GRAS donne procuration à Mme Léa BOYER  
M. Julien PLANTIER donne procuration à Mme Valérie MEUNIER

##### **ABSENTS EXCUSES**

Mme Sophie ROULLE

#### **AFFECTATION DU RESULTAT 2024 ET DECISION MODIFICATIVE N°1 2025 - BUDGET PRINCIPAL**

**N° 12**  
**SEANCE PLENIERE DU CONSEIL DEPARTEMENTAL**

---

- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.5217-10-1 à L.5217-10-15 et L.5217-12-2 à L.5217-12-5,
- VU** le Code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.3312-6, R.3312-9 et R.3312-10 définissant les règles de reprise des résultats de l'exercice précédent,
- VU** le décret n°2012-1246 du 07 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M57 applicable aux collectivités territoriales uniques, aux métropoles et à leurs établissements publics administratifs mise en place par l'arrêté NOR : INTB1426317A du 29 décembre 2014,
- VU** la délibération n°03 du Conseil départemental en date du 1<sup>er</sup> décembre 2023, adoptant le règlement budgétaire et financier du Conseil départemental,
- VU** la délibération n°05 du Conseil départemental en date du 10 janvier 2025, adoptant le Budget primitif 2025 du Département qui s'élève, tout mouvement confondu, à 1 007 371 686,00 € en fonctionnement et à 251 756 939,59 € en investissement soit un budget total de 1 259 128 625,59 €,
- VU** la délibération n°08 du Conseil départemental en date du 27 juin 2025, adoptant le Compte administratif 2024 du Budget principal avec en particulier les restes à réaliser,
- VU** le rapport n° 111 de Madame la Présidente du Conseil départemental,
- VU** la réunion de la Commission finances et administration générale en date du 23 juin 2025,
- VU** les pièces du dossier,

Entendu le Rapporteur, Monsieur Rémi NICOLAS,

**Considérant** que le Compte administratif 2024 du budget principal présente les résultats de l'exécution du budget de l'exercice 2024 et constate le solde d'exécution de la section d'investissement et le résultat de la section de fonctionnement, ainsi que les restes à réaliser,

**Considérant** que les résultats pour l'année 2024 hors reports, sont les suivants :

- en investissement : un résultat excédentaire de 12 017 829,93 € (intégrant un montant de 38 390,11 € à la suite de l'apurement du compte de tiers 444 "Opérations pour le compte de la Communauté Européenne" effectué à la demande de la Paierie départementale),
- en fonctionnement : un résultat excédentaire de 80 670 451,53 €

**Considérant** que l'excédent de fonctionnement 2024 à reprendre en 2025 est de 80 670 451,53 €

**Considérant** que les restes à réaliser 2024 d'investissement, en dépenses et en recettes, à reporter sur l'exercice 2025 sont les suivants :

- en dépenses : 19 591 732,79 €
- en recettes : 7 370 307,25 €

**Considérant** que le besoin de financement 2024 de la section d'investissement est de :  
-203 595,61 €,

**Considérant** que les restes à réaliser 2024 de fonctionnement, en dépenses et en recettes, à reporter sur l'exercice 2025 sont les suivants :

- en dépenses : 63 859,87 €
- en recettes : 0,00 €

**Considérant** que la Décision modificative n°1 2025 atteint les mêmes objectifs que ceux pris en compte lors de l'adoption du Budget primitif 2025, à savoir :

- la maîtrise des dépenses de fonctionnement par une gestion rigoureuse et efficiente des moyens de l'institution départementale tout en préservant la qualité des services publics rendus aux usagers,
- le maintien d'un niveau d'investissement qui renforce l'attractivité du territoire départemental,

#### **A LA MAJORITE,**

Opposition de M. Jean-Pierre FUSTER, Mme Elisabeth MONDET

Abstention de M. Rémy BACHEVALIER, M. Jean-Charles BENEZET, M. Gérard BLANC, Mme Pascale BORIES, Mme Léa BOYER, Mme Muriel DHERBECOURT, Mme Véronique GARDEUR-BANCEL, M. Frédéric GRAS, Mme Valérie MEUNIER, Mme Marie-Christine PEYRIC, M. Julien PLANTIER, M. Philippe RIBOT, Mme Huguette SARTRE, M. Richard TIBERINO, M. Eddy VALADIER

### **DELIBERE**

#### **ARTICLE 1 :**

**Est affecté le résultat 2024 de fonctionnement d'un montant de 80 670 451,53 €** selon la modalité suivante :

- affecter en section d'investissement la somme de 22 500 000,00 € ;
- reporter en section de fonctionnement la part non affectée en investissement pour un montant de 58 170 451,53 € (ce qui permet de disposer pour la section d'investissement d'un abondement complémentaire d'un montant de 20 000 000,00 €).

Les principales écritures d'équilibre comptable sont donc les suivantes :

- chapitre R\_001 : excédent d'investissement reporté : 12 017 829,93 €
- chapitre R\_002 : part du résultat de fonctionnement non affecté en investissement :  
58 170 451,53 €
- chapitre R\_10 – article 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé :  
22 500 000,00 €
- chapitre D\_023 : virement à la section d'investissement : 20 000 000,00 €
- chapitre R\_021 : virement de la section de fonctionnement : 20 000 000,00 €

## **ARTICLE 2 :**

**Est adoptée la Décision modificative n°1 2025 du Budget principal**, valant également Budget supplémentaire, puisqu'elle reprend les résultats de l'exercice 2024, présentée par chapitre sans vote formel sur chacun des chapitres, avec opérations d'ordre et hors report, en annexe n°1 à la présente délibération.

Pour information, la Décision modificative n°1 2025 est également présentée, sans vote, par fonction, avec opérations d'ordre et hors reports, en annexe n°3 à la présente délibération.

En tenant compte des reports et de la reprise des résultats 2024, les crédits 2025 votés à cette séance budgétaire sont, tout mouvement confondu, en dépenses et en recettes, d'un montant de **109 726 742,69€**. Une vue d'ensemble de la Décision modificative n°1 2025, ventilée par section, est jointe en annexe n°4 à la présente délibération.

Les éléments figurant en annexe n°4 présentent les propositions budgétaires ventilées par politiques publiques ainsi que les tableaux financiers (*tableaux de suivi des autorisations d'engagement et des autorisations de programme (AE-AP) ; tableaux des opérations réelles par prestations et services ; tableaux des opérations d'ordre et des opérations patrimoniales ; synthèse des opérations réelles et des opérations d'ordre par commission*).

## **ARTICLE 3 :**

La présente délibération peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de son entrée en vigueur, d'un recours administratif auprès de Madame la Présidente du Conseil départemental du Gard, 3 rue Guillemette 30044 Nîmes Cedex 9, ou d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes, 16 avenue Feuchères 30000 Nîmes.

### **POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME**

**LA PRESIDENTE,**



Acte rendu exécutoire compte tenu de :

- La publication le : 09-07-2025
- La transmission au représentant de l'Etat le : 09-07-2025
- N° AR 030-223000019-20250627-lm1X010001ed74-DE

## Annexe 1

### Présentation par chapitre avec opérations d'ordre et hors restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)

Avec opérations d'ordre et hors RAR N-1	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
I_018_RSA				
I_204_Subventions d'équipement versées			3 630 000,00	
F_016_APA	6 096 177,45	2 800 000,00		
F_014_ATTENUATIONS DE PRODUITS	500 000,00			
F_65_AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	16 870 678,00			
I_27_AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			2 602 000,00	
F_75_AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE		203 150,00		
F_011_CHARGES A CARACTERE GENERAL	3 665 075,13			
F_012_CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	3 595 141,50			
F_67_CHARGES SPECIFIQUES	1 500 000,00			
F_68_DOTATIONS AUX PROVISIONS	1 500 000,00			
F_74_DOTATIONS ET PARTICIPATIONS		9 055 196,95		
I_10_DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES				22 500 000,00
I_16_EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES				-29 894 107,97
I_21_IMMOBILISATIONS CORPORELLES			3 250 000,00	
I_23_IMMOBILISATIONS EN COURS			5 818 000,00	
I_20_IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (SAUF LE 204)			1 418 162,42	
F_731_FISCALITE LOCALE		-9 742 177,00		
F_73_IMPOTS ET TAXES		2 320 226,00		
I_040_OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTION			1 500 000,00	
F_042_OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS		1 500 000,00		
I_26_PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			2 500 000,00	
F_70_PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES		1 310 000,00		
F_78_REPRISES SUR PROVISIONS		3 300 000,00		
F_002_RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE		58 170 451,53		
F_017_RSA / REGULARISATIONS DE RMI	15 075 915,53	500 000,00		
I_001_SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE				12 017 829,93
I_13_SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT (RECUES)				8 315 866,00
F_023_VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	20 000 000,00			
I_021_VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (RECETTES)				20 000 000,00
F_66_CHARGES FINANCIERES	550 000,00			
<b>Somme :</b>	<b>69 352 987,61</b>	<b>69 416 847,48</b>	<b>20 718 162,42</b>	<b>32 939 587,96</b>

## Annexe 2

### Présentation par fonction avec opérations d'ordre et hors restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)

Avec opérations d'ordre et hors RAR N-1	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
01 OPÉRATIONS NON VENTILABLES	27 490 000,00	56 347 052,53	6 600 000,00	24 623 721,96
020 ADMINISTRATION GENERALE DE LA COLLECTIVITE	380 000,00			
021 PERSONNEL NON VENTILE	1 733 044,14			
028 AUTRES MOYENS GENERAUX	2 636 725,13	1 363 121,95	404 000,00	8 315 866,00
031 ASSEMBLEE DELIBERANTE				
041 ACTIONS RELEVANT DE LA SUBVENTION GLOBALE		2 843 523,00		
12 INCENDIE ET SECOURS	8 112,76		-13 398,93	
18 AUTRES INTERVENTIONS PROTECTIONS DES PERSONNES ET DES BIENS	-4 454,76			
201 SERVICES COMMUNS	389 073,18			
221 COLLEGES	35 950,00		65 000,00	
30 SERVICES COMMUNS	32 451,45			
311 ACTIVITÉS ARTISTIQUES, ACTIONS ET MANIFESTATIONS CULTURELLES	50 000,00			
313 BIBLIOTHÈQUES, MEDIATHEQUES	23 711,69			
314 MUSEES	14 505,80			
315 SERVICES D'ARCHIVES	28 732,27			
325 AUTRES EQUIPEMENTS SPORTIFS OU DE LOISIRS				
326 MANIFESTATIONS SPORTIVES				
411 PMI ET PLANIFICATION FAMILIALE	186 057,95	910 000,00		
420 SERVICES COMMUNS	673 226,21	53 150,00		
4213 AIDES SOCIALES A L'ENFANCE	3 162 165,44			
4238 AUTRES ACTIONS EN FAVEUR DES PERSONNES AGEES	200 000,00	4 200 000,00	1 200 000,00	
425 PERSONNES HANDICAPEES	9 113 800,00	400 000,00		
428 AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES				
430 SERVICES COMMUNS	67 177,45	2 800 000,00		
431 APA A DOMICILE	5 729 000,00			
433 APA VERSEE A L'ETABLISSEMENT	300 000,00			
444 INSERTION PROFESSIONNELLE	1 126 000,00	500 000,00		
446 DEPENSES DE STRUCTURE	49 915,53			
447 RSA ALLOCATIONS	14 400 000,00			
50 SERVICES COMMUNS	348 626,27			
515 OPERATIONS D'AMENAGEMENT	-6 000,00			
60 SERVICES COMMUNS	9 236,90			
62 STRUCTURE D'ANIMATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	-15 000,00			
6311 LABORATOIRE	17 853,15		100 000,00	
6318 AUTRES	878,00		-182 091,17	
633 DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE	16 000,00		-150 000,00	
65 INSERTION ECONOMIQUE ET ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE				
70 SERVICES COMMUNS	-658,00			
731 POLITIQUE DE L'EAU	-3 000,00		264 230,00	
735 LUTTE CONTRE LES INONDATIONS			-16 133,31	
78 AUTRES ACTIONS	659 857,05		-122 000,00	

Avec opérations d'ordre et hors RAR N-1	Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
81 TRANSPORTS SCOLAIRES	500 000,00			
843 VOIRIE DEPARTEMENTALE			10 650 000,00	
847 EQUIPEMENTS DE VOIRIE			2 000 000,00	
853 HALTES FLUVIALES ET AUTRES INFRASTRUCTURES FLUVIALES			-81 444,17	0,00
Somme :	69 352 987,61	69 416 847,48	20 718 162,42	32 939 587,96

### Annexe 3

#### Vue d'ensemble par section avec opérations d'ordre et restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)

##### Fonctionnement

	Dépenses			Recettes		
	Crédits	Reports	DM1	Crédits	Reports	DM1
Opérations d'ordre				1 500 000,00		1 500 000,00
Opérations réelles	49 352 987,61	63 859,87	49 416 847,48	9 746 395,95		9 746 395,95
002 Résultat de Fonctionnement N-1 reporté					58 170 451,53	58 170 451,53
023 Virement à la section d'investissement	20 000 000,00		20 000 000,00			
Somme :	69 352 987,61	63 859,87	69 416 847,48	69 416 847,48		69 416 847,48

##### Investissement

	Dépenses			Recettes		
	Crédits	Reports	DM1	Crédits	Reports	DM1
Opérations d'ordre	1 500 000,00		1 500 000,00			
Opérations patrimoniales						
Opérations réelles	19 218 162,42	19 591 732,79	38 809 895,21	8 315 866,00	7 370 307,25	15 686 173,25
Opérations réelles Dette				-29 894 107,97		-29 894 107,97
Résultat d'investissement N-1					12 017 829,93	12 017 829,93
1068 - Résultat (Excédent de fonctionnement capitalisé)				22 500 000,00		22 500 000,00
021 - Virement de la section de fonctionnement				20 000 000,00		20 000 000,00
Somme :	20 718 162,42	19 591 732,79	40 309 895,21	20 921 758,03	19 388 137,18	40 309 895,21



# SÉANCE PLÉNIÈRE DU VENDREDI 27 JUIN 2025

## Présentation du Budget départemental

### Décision modificative n°1 2025 du Budget Principal

## **PARTIE 1. CREDITS BUDGETAIRES ..... 4**

<b>AXE I. SOUTENIR ET ACCOMPAGNER TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN</b>	<b>6</b>
A) Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées.....	6
B) Mener une politique d'insertion au service de l'emploi.....	9
C) Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence .....	10
D) Faire du logement une priorité .....	11
E) Soutenir l'activité et l'emploi.....	11
F) Favoriser la réussite de tous les jeunes .....	12
G) Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes.....	14
H) Aider les plus vulnérables .....	14
<b>AXE 2 - PROTEGER NOTRE SANTE ET NOTRE QUALITE DE VIE</b>	<b>15</b>
A) Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité.....	15
B) Réussir la transition écologique.....	17
C) Construire une destination touristique d'exception.....	21
D) Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales.....	22
E) Militer pour la culture pour tous .....	23
F) Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun.....	23
G) Agir pour lutter contre les risques .....	24
H) S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous.....	26
I) Développer la lecture publique sur l'ensemble du département.....	26
<b>AXE 3 - RELIER LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES</b>	<b>27</b>
A) Soutenir une vie associative locale .....	27
B) Garantir et simplifier les services de proximité .....	27
C) Mieux circuler et se déplacer.....	28
D) Connecter chacun au très haut débit .....	29
E) Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence .....	29
<b>MOYENS ET RESSOURCES - RENDRE POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN ADAPTANT LES RESSOURCES AUX BESOINS</b>	<b>30</b>
A) Gérer l'institution de manière pérenne .....	30
B) Innover et protéger le système d'information et les usages numériques.....	30
C) Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques .....	32
D) Préserver durablement les finances du Conseil départemental .....	32
E) Développer et piloter une politique RH de qualité.....	36

F) Entretien et valoriser notre patrimoine bâti .....	37
G) Préserver la santé des agents .....	38

## **PARTIE 2. LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES ... 39**

---

<b>UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT PERMETTANT DE DEGAGER UNE EPARGNE BRUTE D'UN MONTANT DE 20,0 M€</b>	<b>40</b>
A) Des recettes réelles de fonctionnement inscrites pour un montant de 67,9 M€ .....	40
B) Des dépenses réelles de fonctionnement inscrites pour 49,4 M€ .....	40
<b>UNE SECTION D'INVESTISSEMENT DOTE D'UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT RENFORCANT L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE DEPARTEMENTAL AVEC UNE DETTE MAITRISEE</b>	<b>42</b>
<b>GRAPHIQUES</b>	<b>43</b>
A) Volet Dépenses .....	43
B) Volet Recettes .....	47
<b>VUE D'ENSEMBLE</b>	<b>48</b>

## **PARTIE 3. TABLEAUX FINANCIERS..... 51**

---

<b>AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)</b>	<b>52</b>
<b>OPERATIONS REELLES (PRESTATIONS)</b>	<b>71</b>
<b>OPERATIONS D'ORDRE ET OPERATIONS PATRIMONIALES</b>	<b>96</b>
<b>RESTES A REALISER N-1</b>	<b>97</b>
<b>SYNTHESE PAR COMMISSION</b>	<b>102</b>

## Partie 1. CREDITS BUDGETAIRES

---

L'action publique que le Conseil départemental souhaite promouvoir s'articule autour de trois axes prioritaires :

1. Soutenir et accompagner tous ceux qui en ont besoin
2. Protéger notre santé et notre qualité de vie
3. Relier les personnes et les territoires

Ces trois axes sont déclinés en 22 engagements politiques qui sont précisément exposés dans le présent document.

Pour parvenir à la réalisation de ces 3 axes prioritaires et de ces 22 engagements politiques, le Conseil départemental se dote de moyens et ressources déclinés en 7 engagements de l'administration.

Le présent support décrit le budget supplémentaire 2025 du Conseil départemental selon la chronologie précitée en intégrant, bien sûr, les politiques et cadres déclinés dans nos schémas adoptés ou à venir.

## AXE I. SOUTENIR ET ACCOMPAGNER TOUS CEUX QUI EN ONT BESOIN

Ce premier axe prioritaire se décline en 8 engagements politiques :

- ❖ Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées
- ❖ Mener une politique d'insertion au service de l'emploi
- ❖ Soutenir l'activité et l'emploi
- ❖ Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence
- ❖ Faire du logement une priorité
- ❖ Favoriser la réussite de tous les jeunes
- ❖ Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes
- ❖ Aider les plus vulnérables

### A) Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées

- ❖ Répondre aux besoins spécifiques des personnes âgées, des personnes en situation de handicap et de leurs aidants

#### a) L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) à domicile

Compte tenu de l'activité constatée sur les premiers mois de l'année 2025 et de la consommation de l'exercice budgétaire précédent, il est décidé l'inscription de 2 500 000 € supplémentaires en crédits de fonctionnement pour l'allocation personnalisée d'autonomie à domicile (APAD).

Par ailleurs, à la suite d'une modification de l'imputation budgétaire relative aux dotations complémentaires versées aux SAAD, il est nécessaire de procéder à un mouvement de crédits du chapitre 65 vers le chapitre 016 à hauteur de 2 800 000 €. Ce mouvement est sans incidence financière.

En ce qui concerne les recettes de fonctionnement, il convient d'inscrire 2 800 000 € de crédits supplémentaires, correspondant à la compensation de la CNSA prévue pour des actions menées dans le cadre des plans d'aide APA.

#### b) L'allocation individuelle de transport (AIT)

Le Conseil départemental est chargé d'attribuer cette allocation pour soutenir les déplacements domicile-école des élèves du territoire qui ne peuvent utiliser seuls les moyens de transport en commun en raison de la gravité, médicalement établie, de leur handicap. Il convient d'abonder le budget alloué aux dépenses liées au transport des élèves en situation de handicap de 500 000 €, au regard de l'activité constatée.

c) La dotation complémentaire pour les services d'aide à domicile

Il convient d'inscrire 900 000 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement pour la mise en œuvre des mesures engagées par les services d'aide à domicile.

d) La Prestation de compensation du handicap (PCH)

Au vu de l'augmentation tendancielle du nombre de bénéficiaires, il est décidé d'inscrire 6 000 000 € supplémentaires en section de fonctionnement pour financer les besoins de prestation de compensation du handicap (PCH).

e) Les aides sociales aux personnes handicapées

Il est décidé d'inscrire 3 000 000 € de crédits supplémentaires, en section de fonctionnement, pour l'aide sociale à l'hébergement des personnes handicapées.

Il est décidé de ventiler ces crédits supplémentaires de la manière suivante :

- 57 200 € pour les indemnités CCAS au titre de la préparation des dossiers aides sociales,
- 2 942 800 € pour l'aide sociale à l'hébergement des personnes handicapées.

f) Les aides sociales aux personnes âgées

Il est décidé d'inscrire 3 000 000 € de crédits supplémentaires, en section de fonctionnement, pour l'aide sociale à l'hébergement des personnes âgées, nécessaires au regard des besoins relevés sur le 1<sup>er</sup> semestre 2025.

g) La mission de soutien au groupement d'intérêt public (GIP) et mode d'accueil alternatif

Il est décidé d'inscrire 400 000 € de recettes issues de la refacturation des frais de gestion.

Le GIP MDPH, en accord avec le Conseil départemental, a décidé de rembourser intégralement les dépenses réalisées par le Conseil départemental pour le compte de la MDPH (occupation des locaux, entretien, fluides, etc...).

❖ Développer l'habitat et les lieux de vie afin d'accompagner la transition démographique et les nouvelles aspirations des gardoises et des gardois

a) Subvention d'investissement Habitat inclusif

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt lancée par le Département destiné à financer les travaux d'investissement dans les habitats inclusifs, la CNSA soutient le financement des travaux de construction ou de réhabilitation d'espaces partagés mais également d'adaptabilité du bâti.

Il convient de réajuster le montant de l'autorisation de programme 2023 AVP, de 812 334 € en recette de fonctionnement, portant ainsi le montant de l'enveloppe à 1 554 047,60 €.

Ce réajustement est sans incidence financière sur les crédits de paiement de 2025.

b) Subvention d'investissement pour les établissements sociaux et médicosociaux

S'agissant des subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements et en raison de l'état d'avancement des projets de modernisation et de restructuration d'EHPAD, il est nécessaire de procéder à de nouveaux phasages des autorisations de programme.

Il est décidé les réajustements suivants :

- augmentation des crédits de paiement 2025 de 800 000 € sur l'autorisation de programme 2024 REHABESMS, pour la construction ou la réhabilitation des établissements accueillant des personnes âgées,
- augmentation des crédits de paiement 2025 de 400 000 € sur l'autorisation de programme 2024 EHPAVIDOU, pour la reconstruction de l'EHPAD.

Ces modifications sont sans incidence sur le montant des enveloppes.

❖ **Agir en faveur de la valorisation des métiers du soin et de la modernisation des services**

Dans le cadre de la compensation du surcoût lié à l'application de l'avenant 43, il est nécessaire de procéder à un ajustement comptable des crédits entre l'APA et la PCH, et d'opérer le mouvement de crédits suivant, sans incidence financière sur le budget :

- pour les dotations relatives à l'APAD : - 171 000 € sur le chapitre 016
- pour les dotations relatives à la PCH : + 171 000 € sur le chapitre 65

Concernant les recettes de fonctionnement, il est décidé d'inscrire 4 200 000 € de recettes supplémentaires accordées par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie (CNSA), ventilées de la manière suivante :

- 900 000 € pour le financement de mesures engagées par les services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD),
- 3 300 000 € pour la compensation du surcoût lié au complément de traitement indiciaire ou à une revalorisation salariale (avenant 43), de la branche de l'aide à domicile pour les SAAD non couverts par des CPOM et à l'application de l'article 47 (soutien financier au SAAD).

Au total pour l'engagement politique « Accompagner les choix de vie des personnes âgées et favoriser l'inclusion des personnes handicapées », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 15 900 000,00 € en dépenses et 7 400 000,00 € en recettes

En investissement : 1 200 000,00 € en dépenses



## B) Mener une politique d'insertion au service de l'emploi

### ❖ Garantir un niveau minimum de revenu aux personnes sans ressource

Concernant le Revenu de solidarité active (RSA), les crédits inscrits au budget primitif sont insuffisants, compte tenu de la revalorisation du montant de l'allocation de 1,7 % en avril 2025 et d'une incertitude sur l'évolution du nombre de bénéficiaires.

Ainsi, les dépenses prévisionnelles estimées nécessitent des crédits supplémentaires à hauteur de 14 000 000 € en section de fonctionnement.

### ❖ Développer et déployer une offre d'insertion unique permettant un accompagnement adapté des personnes éloignées de l'emploi

#### a) Le financement des emplois du secteur non marchand

En crédit de fonctionnement, il est décidé d'inscrire 126 000 € de crédits supplémentaires pour le financement de l'impact de la revalorisation du RSA sur les contrats aidés (415 postes).

#### b) La contractualisation avec l'Etat pour des actions d'insertion sociale, socio-professionnelle ou professionnelle

Une nouvelle contractualisation avec l'Etat (2025-2027) en juin 2025, à la suite de l'instruction ministérielle de mars 2025, nécessite des crédits supplémentaires en dépenses et en recettes (il s'agit d'actions co-financées à 50% par l'Etat).

Dans le cadre de cette nouvelle contractualisation, Il est décidé les inscriptions suivantes :

- en dépenses de fonctionnement, une augmentation des crédits de paiement 2025 à hauteur de 1 000 000 € sur l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSD.
- en recettes de fonctionnement, une augmentation des crédits 2025 de 500 000 € sur l'autorisation d'engagement 2023 SCHEMADSR.

Au total pour l'engagement politique « Mener une politique d'insertion au service de l'emploi », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 15 126 000,00 € en dépenses et 500 000,00 € en recettes

## C) Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence

### ❖ Garantir et accroître l'offre d'accueil de l'enfance en danger

#### a) La prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles

Le Centre départemental d'accueil des familles exerce, en application du Code de l'action sociale et des familles, des missions d'accueil, d'hébergement, d'accompagnement et d'orientation des femmes enceintes et des mères isolées avec enfants de moins de 3 ans à charge.

Dans le cadre de la dotation annuelle allouée au CDAF, il est décidé d'inscrire 100 000 € supplémentaires, en section de fonctionnement, du fait des revalorisations salariales et de la reprise du déficit de l'établissement.

#### b) La prise en charge de l'accueil au Foyer de l'enfance

Le Foyer départemental de l'enfance est chargé de l'accueil d'urgence, de l'hébergement, de l'orientation des mineurs confiés par ordonnance de placement provisoire (OPP) ou par décision administrative.

Il est décidé d'inscrire 205 000 € supplémentaires en section de fonctionnement répartis comme suit :

- 55 000 € pour la transformation des mesures du service d'adaptation progressive en milieu naturel (SAPMN) destinées à la prise en charge d'enfants de 0 à 3 ans, le flux des demandes n'ayant pas permis de résorber le nombre de situations prises en charge,
- 150 000 € au titre de la reprise du déficit 2024.

#### c) La prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie

Les crédits supplémentaires nécessaires, en section de fonctionnement, sont estimés à 1 110 000 € répartis comme suit :

- 1 000 000 € pour l'accueil d'enfants dits porteurs de multiples vulnérabilités, qui relèvent de prises en charge spécifiques,
- 110 000 € liés à la suractivité d'un établissement (le nombre d'enfants gardois pris en charge par la structure est supérieur au nombre d'enfants prévu par l'arrêté initial de dotation globale).

#### d) La prise en charge de l'accueil en Maisons d'Enfants (MECS)

Il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement pour un montant de 1 000 000 €.

❖ **Soutenir la parentalité et renforcer la protection des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance**

Il est décidé d'inscrire 550 000 € de crédits supplémentaires afin de rembourser les départements ayant pris en charge les frais d'hébergements des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance dans le cadre des procédures de dessaisissement.

Au total pour l'engagement politique « Soutenir les parents et les enfants de la naissance à l'adolescence », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 2 965 000 € en dépenses

D) Faire du logement une priorité

❖ **Contribuer à la production et à l'amélioration de logements sociaux**

Concernant les subventions à la création et la réhabilitation de logements sociaux hors RU Habitat du Gard et au regard de l'état d'avancement des programmes d'opérations engagés, il est décidé de :

- diminuer l'autorisation de programme 2015 LOGEMENT d'un montant de 500,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2016 LOGEMENT d'un montant de 1 000,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2017 LOGEMENT d'un montant de 8 000,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2019 LOGEMENT d'un montant de 12 495,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2020 LOGEMENT d'un montant de 103 530,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2021 LOGEMENT d'un montant de 100 247,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2023 LOGEMENT d'un montant de 65 000,00 €

❖ **Accompagner la transformation des quartiers urbains dégradés**

Concernant les subventions dans le cadre du FDS ANRU2 et PNRQAD Saint-Gilles et au regard de l'état d'avancement des opérations engagées, il est décidé de diminuer l'autorisation de programme 2021 RU2INV d'un montant de 671,43 €.

Au total pour l'engagement politique « Faire du logement une priorité », il n'est décidé aucune nouvelle inscription budgétaire.

E) Soutenir l'activité et l'emploi

❖ **Accompagner à la pérennisation de l'hydraulique agricole**

Concernant le volet subventions, en complément des aides de la Région, le Conseil départemental apporte des aides pour les opérations d'hydraulique agricole individuelle et collective, s'inscrivant dans le cadre général du Plan de développement rural.

Au vu des justificatifs de paiement fournis par les bénéficiaires, les subventions antérieures d'hydraulique agricole ont été réduites. Le montant total des annulations s'élève à 75 716,74 €. Il est décidé de :

- diminuer l'autorisation de programme 2021 INVSTE de 23 713,09 €
- diminuer l'autorisation de programme 2022 INVSTE de 23 915,55 €
- diminuer l'autorisation de programme 2023 SOLIEAU de 3 088,10 €
- diminuer l'autorisation de programme 2024 SOLIEAU de 25 000,00 €

Au vu de l'état d'avancement des opérations, il est décidé de modifier les crédits de paiement 2025 de la façon suivante :

- diminuer de 9 000,00 € sur l'autorisation de programme 2021 INVSTE
- diminuer de 10 728,17 € sur l'autorisation de programme 2022 INVSTE
- diminuer de 2 363,00 € sur l'autorisation de programme 2023 SOLIEAU
- diminuer de 10 000,00 € sur l'autorisation de programme 2024 SOLIEAU

Au total pour l'engagement politique « Soutenir l'activité et l'emploi », il est décidé d'inscrire :  
En investissement : -32 091,17 € en dépenses

#### F) Favoriser la réussite de tous les jeunes

- ❖ Créer les conditions de la réussite éducative des collégiens en assurant l'accès aux savoirs et à la connaissance

##### a) La mise à disposition de mobilier scolaire

Le Conseil départemental intervient de deux manières pour mettre à disposition du mobilier scolaire dans les collèges : soit en accordant des subventions pour que les collèges achètent directement le mobilier nécessaire, soit en passant directement commande via des marchés ou l'UGAP. Au vu de la nature des demandes reçues et des procédures marchés en cours, il est décidé de modifier la répartition entre ces deux modalités comme suit :

- diminution de 20 000 € pour les subventions accordées aux collèges,
- augmentation de 20 000 € pour les crédits destinés à la passation de marchés publics.

##### b) Le Plan pluriannuel de lutte contre la pénibilité

Il est décidé, de diminuer les crédits 2025 inscrits au sein de l'autorisation de programme 2023 PENIBILITE à hauteur de 200 000 € et d'inscrire 200 000 € en crédits annuels hors autorisation de programme pour tenir compte d'une part de la gestion des marchés lancés par la collectivité et gérés en crédits annuels, et d'autre part du caractère annuel des dépenses envisagées.

Il est également décidé de dévaloriser l'autorisation de programme 2023 PENIBILITE à hauteur de 581 532,60 € et de la clôturer.

c) Les subventions d'investissement pour les collèges privés

Il est décidé d'ouvrir une autorisation de programme 2025 COLPRIVNUM d'un montant de 400 000 € et d'une durée de vie de 5 ans. Les crédits de paiements seront inscrits et phasés à partir de 2026. Cette enveloppe dévolue aux collèges privés permettra de subventionner les établissements privés pour l'achat d'équipements de numérique éducatifs.

d) Les subventions pour la réfection des halles de sport communales

Il est décidé de clôturer l'autorisation de programme 2020 HALLESPORT, la totalité des engagements réalisés dans le cadre de cette autorisation de programme ayant été soldés.

e) La maintenance des postes de travail numériques pour les collèges

Il est décidé d'inscrire 26 000 € de crédits supplémentaires en fonctionnement, dédiés au parc informatique des collèges, afin de mettre en œuvre un connecteur permettant d'accéder et de gérer le flux des données scolaires entre les 2 solutions logicielles ProNote et EDT (résultats et emploi du temps) avec l'Environnement numérique de travail (ENT) des 53 collèges gardois.

En effet, l'entreprise Index Education Développement (IED) modifie sa politique commerciale notamment en monétisant la circulation des données des EPLE\* en provenance de ses logiciels vers les autres éditeurs dont les ENT.

*\*Les EPLE sont les établissements publics locaux d'enseignement créés par la loi n° 83-633 du 22 juillet 1983 portant répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.*

❖ Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'éducation

En 2025, le Conseil départemental poursuit la modernisation et la réhabilitation des collèges.

Afin de réajuster le budget pour les études et travaux nécessaires dans le cadre des contrats de maintenance, sécurité et mise aux normes des installations techniques, il est décidé d'augmenter les crédits d'investissement de 65 000 €.

Concernant l'autorisation de programme 2001 COLLEGES, il est décidé de l'augmenter en dépenses de 163 064,04 €, de la diminuer de 8 472 € en recettes et de la clôturer.

❖ Contribuer au développement de l'enseignement supérieur

Concernant les subventions pour le développement de l'enseignement supérieur, il est décidé de dévaloriser l'autorisation de programme 2016 UFRMED d'un montant de 750 000,00 € et de la clôturer.

Au total pour l'engagement politique « Favoriser la réussite de tous les jeunes », il est décidé d'inscrire :	
En fonctionnement :	26 000 € en dépenses
En investissement :	65 000 € en dépenses

G) Garantir l'égalité entre les femmes et les hommes

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

H) Aider les plus vulnérables

❖ Développer les politiques d'accompagnement social

En recettes de fonctionnement, il est décidé d'inscrire 53 150 € de crédits supplémentaires. Il s'agit d'une recette versée par l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) en soutien au projet « Feuilles de route Gard numérique » destiné à favoriser l'accès de l'ensemble de la population aux outils numériques.

<p>Au total pour l'engagement politique « Aider les plus vulnérables », il est décidé d'inscrire :</p> <p>En fonctionnement :        53 150 € en recettes</p>
---

## AXE 2 - PROTEGER NOTRE SANTE ET NOTRE QUALITE DE VIE

Ce deuxième axe prioritaire se décline en 9 engagements politiques :

- ❖ Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité
- ❖ Réussir la transition écologique
- ❖ Construire une destination touristique d'exception
- ❖ Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales
- ❖ Militer pour la culture pour tous
- ❖ Faire du sport, la clé de l'épanouissement de chacun
- ❖ Agir pour mieux lutter contre les risques
- ❖ S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous
- ❖ Développer la lecture publique sur l'ensemble du département

### A) Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité

#### ❖ Structurer une offre alimentaire de qualité sur le territoire

Le Conseil départemental est sollicité par le CEPRALMAR (Centre d'étude pour la promotion des activités lagunaires et maritimes) pour une subvention de fonctionnement d'un montant de 10 000 € pour la mise en œuvre de son programme d'actions 2025.

Il est décidé de dévaloriser l'autorisation d'engagement 2021 PADSOAE d'un montant de 37 499,41 € et de la clôturer.

#### ❖ Faciliter l'accès des gardoises et des gardois à l'offre alimentaire de notre territoire

Concernant les subventions pour le développement des circuits de proximité, à la suite du mandatement fin 2024 d'une subvention prévue initialement en paiement pour 2025, il est décidé de diminuer en fonctionnement les crédits 2025 de 2 225,50 € sur l'autorisation d'engagement 2022 PADAOAE et de clôturer l'enveloppe.

Concernant le développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration, à la suite du mandatement fin 2024 d'une subvention prévue initialement en paiement pour 2025, il est décidé de diminuer en fonctionnement les crédits 2025 de 2 161,00 € sur l'autorisation d'engagement 2022 PADRHDAE et de clôturer l'enveloppe.

### ❖ Sensibiliser à la consommation responsable

Concernant les subventions pour l'éducation à la consommation responsable et pour la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard, à la suite du mandatement fin 2024 d'une subvention prévue initialement en paiement pour 2025, il est décidé de diminuer en fonctionnement les crédits de 4 735,50 € sur l'autorisation d'engagement 2022 PAGAE.

D'autre part, il est également décidé en investissement de :

- dévaloriser l'autorisation de programme 2021 PAGAP d'un montant de 12 722,28 €
- dévaloriser l'autorisation de programme 2022 PAGAP d'un montant de 459,68 €

### ❖ Garantir le bien manger des collégiens

Il est décidé d'augmenter les crédits à hauteur de 21 150 € au titre de la restauration des collèges publics gardois.

#### a) Le fonctionnement de l'UCL (Unité de conditionnement des légumes)

Du fait de l'évolution du cadre réglementaire, les biodéchets issus de l'activité de l'UCL ne peuvent plus être pris en charge par les services de collecte des déchets ménagers de la métropole. Le Conseil départemental doit donc avoir recours à un prestataire agréé qui assurera leur collecte séparée pour en assurer ensuite la valorisation à distance par méthanisation ou compostage.

La nécessité d'intégrer les dépenses, liées à la gestion de ces biodéchets, implique un marché spécifique, qui après actualisation du « sourcing » réalisé auprès d'acteurs du territoire, est estimé sur une année à 21 000 €. Actuellement 9 800 € sont inscrits sur cette prestation. Aussi, cette dépense étant indispensable au bon fonctionnement de l'UCL, il est décidé d'inscrire 11 200 € supplémentaires.

#### b) Lutte contre le gaspillage alimentaire

La nouvelle réglementation impose aux collèges la réalisation d'un diagnostic quantitatif et qualitatif du gaspillage alimentaire, pour identifier et mettre en œuvre des actions assurant sa réduction de moitié en 2025. Le Département a souhaité accompagner 6 collèges pour les aider à se conformer à la réglementation, à travers un marché d'accompagnement à la lutte contre le gaspillage alimentaire. Le montant inscrit au Budget nécessite d'être revalorisé à hauteur de 9 950,00 € supplémentaires dans ce cadre.

Au total pour l'engagement politique « Favoriser le développement d'une agriculture durable pour une alimentation de qualité », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 22 028,00 € en dépenses



## B) Réussir la transition écologique

### ❖ Préserver, améliorer et valoriser durablement notre environnement et la biodiversité

#### a) Les subventions de valorisation du patrimoine naturel

Le Conseil départemental aide les projets associatifs d'intérêt départemental en faveur de l'environnement, de la prévention des risques naturels et de l'adaptation au changement climatique. Des aides antérieures ont été annulées ou diminuées pour un montant de 9 435,24 €. Au vu des engagements en cours, les mouvements suivants sont décidés en autorisation d'engagement :

- diminution de 5 768,24 € de l'autorisation d'engagement 2023 ENTPATNAT
- diminution de 3 667,00 € de l'autorisation d'engagement 2024 ENTPATNAT

Concernant les crédits de paiement 2025, il est décidé une diminution de 658,00 € sur l'autorisation d'engagement 2024 ENTPATNAT

#### b) Les subventions relatives aux espaces naturels sensibles

Le Conseil départemental alloue des aides d'investissement pour la création de zones de préemption au titre des espaces naturels sensibles et le partage de ces espaces. L'autorisation de programme 2024 VALOPATNAT n'a pas pu être engagée dans sa globalité. Il est décidé de la diminuer de 92 356,80 €.

Il est décidé de réduire à hauteur de 25 000,00 € les crédits de paiement 2025 sur l'autorisation de programme 2024 VALOPATNAT.

Par ailleurs, il est également décidé de réduire de 50 000,00 € les crédits hors autorisation affectés aux subventions aux collectivités pour l'acquisition d'ENS.

En fonctionnement, 350 000 € de crédits en dépenses sont alloués, en lien avec les espaces naturels sensibles.

#### c) Les subventions relatives aux espaces, sites et itinéraires

A l'échelle intercommunale et en complément du Plan départemental des itinéraires de promenades et randonnées, le Conseil départemental alloue des subventions pour l'aménagement et la promotion d'espaces, sites ou itinéraires afin d'offrir une palette d'activité large au niveau des territoires gardois et renforcer l'attractivité touristique.

Des subventions antérieures ont été diminuées et l'autorisation de programme 2024 n'a pas pu être engagée dans sa globalité. Il est décidé de diminuer l'autorisation de programme 2024 VALOPATNAT de 256 979,56 €.

Compte tenu du volume de dossiers de demandes de subventions en instance pour les espaces, sites et itinéraires, il est décidé d'augmenter de 300 000 € l'autorisation de programme 2025 VALOPATNAT.

Concernant les crédits de paiement, il est décidé une diminution de 65 000,00 € sur l'autorisation de programme 2024 VALOPATNAT.

d) Les subventions de solidarité territoriale

Des subventions antérieures, allouées pour la réfection des infrastructures communales, à la suite des inondations du 19 septembre 2020 en Cévennes, ont été réduites au vu des justificatifs de paiement. Le montant global des annulations s'élève à 135 926,01 € sur l'autorisation de programme 2020 FONDESECO.

Les travaux de gestion des eaux pluviales, sur routes départementales, en traversées d'agglomération s'avèrent inférieurs aux prévisions. Il est décidé de :

- diminuer de 7 765,24 € l'autorisation de programme 2021 INVSTE
- diminuer de 14 726,31 € l'autorisation de programme 2024 SOLIEAU.

Il en résulte que les crédits de paiement 2025 peuvent être diminués de 16 133,31 € sur l'autorisation de programme 2020 FONDESECO.

e) Les acquisitions foncières

Compte-tenu du bilan d'emploi 2024 de la taxe d'aménagement (recettes perçues au titre de la taxe d'aménagement 2024 et les dépenses financées), il est décidé de diminuer l'autorisation de programme 2006 ACQUITDENS d'un montant de 3 277 754,31 €, portant ainsi le montant total de l'autorisation de programme à 21 197 780,56 € et de la rephaser.

f) Les actions en faveur des espaces naturels

Au regard des opérations et des besoins évalués, il est décidé :

- pour l'autorisation de programme 2022 RESTAUR127, d'augmenter les crédits 2025 de travaux de restauration du CD127 d'un montant de 18 000 € et les crédits d'études 2025 de 15 000 € et d'ajuster le phasage de l'autorisation,
- d'augmenter les crédits pour l'acquisition de véhicules de 18 000 €,
- de diminuer les crédits d'investissement d'études 2025 de 33 000 €.

g) Les contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ententes – patrimoine naturel

Le Conseil départemental contribue au fonctionnement des syndicats mixtes et ententes dont il est membre, confirmant son implication aux côtés des structures et des collectivités locales engagées dans la préservation et la valorisation du patrimoine naturel, de la biodiversité et de la préservation des sites et des paysages culturels les plus emblématiques du Gard. Dans ce cadre, il est décidé une augmentation de 300 000 € des dépenses de fonctionnement.

❖ Garantir l'accès à une ressource en eau de qualité en s'adaptant au changement climatique

a) Les subventions relatives à la gestion de l'eau et au partenariat avec l'Agence de l'eau

Le Conseil départemental aide, en investissement, les collectivités gardoises à améliorer les performances de leurs réseaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement, sur le plan environnemental, dans le cadre d'un partenariat avec l'Agence de l'eau.

Les subventions antérieures d'adduction d'eau potable et d'assainissement qui ont été réduites ou annulées, depuis l'an dernier, s'élèvent au total à 741 700,16 €.

Il est décidé de modifier, en dépenses d'investissement, les autorisations de programmes correspondantes comme suit :

- diminuer l'autorisation de programme 2019 INVSTE de 38 862,66 €
- diminuer l'autorisation de programme 2020 INVSTE de 42 832,58 €
- diminuer l'autorisation de programme 2020 FONDESECO de 22 151,08 €
- diminuer l'autorisation de programme 2021 INVSTE de 210 943,08 €
- diminuer l'autorisation de programme 2022 INVSTE de 157 482,16 €
- diminuer l'autorisation de programme 2023 SOLIEAU de 254 197,98 €
- diminuer l'autorisation de programme 2024 SOLIEAU de 15 230,62 €

En recettes, il est décidé de diminuer l'autorisation de programme 2015 SUBER de 36 577,13 €.

Au vu de l'état d'avancement des opérations, il est décidé de modifier les crédits de paiement 2025 de la façon suivante :

- diminution de 10 820,77 € sur l'autorisation de programme 2019 INVSTE
- diminution de 10 074,28 € sur l'autorisation de programme 2020 FONDESECO
- augmentation de 275 125,05 € sur l'autorisation de programme 2023 SOLIEAU

Les autorisations de programme 2015 SUBER, 2016 SUBER, 2017 SUBER, 2018 INVSTE peuvent être clôturées.

Concernant les aides en fonctionnement, au vu des justificatifs de réalisation fournis par les bénéficiaires, les aides pour la sensibilisation à la gestion durable de la ressource en eau sont globalement réduites de 9 046,00 €. Les mouvements suivants sont décidés :

- diminution de l'autorisation de programme 2023 SENSIBEAU de 762 €
- diminution de l'autorisation de programme 2024 SENSIBEAU de 8 284 €

Il est décidé de diminuer les crédits de paiement de 3 000,00 € sur l'autorisation d'engagement 2024 SENSIBEAU.

b) Les subventions liées aux actions en faveur du milieu aquatique

Au vu des justificatifs fournis, les subventions allouées dans le cadre du dispositif financier pour la gestion des milieux aquatiques ont été diminuées de 89 850,70 €. Il est décidé de :

- diminuer l'autorisation de programme 2020 INVMA de 1 206 €
- diminuer l'autorisation de programme 2021 INVMA de 603,50 €
- diminuer l'autorisation de programme 2024 MILIEUAQUA de 88 041,20 €

Les crédits de paiement 2025 ne sont pas impactés.

c) Les études d'intérêt départemental sur l'eau

L'année 2024 étant maintenant clôturée et les paiements 2024 définitifs, il convient d'ajuster à la baisse l'autorisation d'engagement 2022 STREAUCLIM de 38 000 € et donc de l'établir à 257 000 €.

Les crédits de paiements 2025 sur l'autorisation d'engagement 2022 STREAUCLIM sont diminués de 25 000 €.

❖ Moderniser, adapter et gérer sobrement le patrimoine départemental

Le Conseil départemental poursuit sa stratégie d'optimisation patrimoniale et la réhabilitation énergétique sur trois axes importants :

- le début des travaux de conversion du chauffage vers les énergies renouvelables (biomasse et géothermie) sur 8 sites,
- le lancement du programme de désimperméabilisation des cours de collèges sur 2 sites,
- les études en vue de l'élaboration du programme solaire pour la production d'énergie en autoconsommation mais aussi des travaux d'isolation de toitures sur nos bâtiments, notamment dans les collèges.

En fonctionnement, il est décidé d'inscrire des crédits supplémentaires à hauteur 1 012 245,79 € pour les dépenses relatives à l'énergie.

Concernant les dépenses d'investissement, il est décidé de revaloriser l'autorisation de programme 2025 PROGSOLAIR de 800 000 € et de la porter à 2 800 000 € à la suite du réajustement du programme de production énergétique avec autoconsommation collective et d'isolation de toitures au niveau de plusieurs collèges.

Au total pour l'engagement politique « Réussir la transition écologique », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 1 633 587,79 € en dépenses

En investissement : 116 096,69 € en dépenses

### C) Construire une destination touristique d'exception

- ❖ Soutenir l'attractivité et accompagner l'émergence d'un tourisme plus responsable, solidaire et local

#### a) Les subventions pour les projets structurants à vocation touristique (PAVT)

Il est décidé de dévaloriser l'autorisation de programme 2022 PAVT d'un montant de 37 615,00 €.

#### b) Les subventions pour le tourisme social et solidaire

Il est décidé de dévaloriser l'autorisation d'engagement 2022 TSSD d'un montant de 1 490,00 € et de la clôturer.

- ❖ Valoriser et faire connaître les richesses gastronomiques, culturelles et patrimoniales de notre territoire

Par délibération n°130 de la Commission permanente en date du 21 octobre 2022, le Conseil départemental a approuvé l'individualisation d'une subvention de 12 000,00 € en faveur de Voies navigables de France concernant l'étude pour l'élaboration d'une stratégie de développement de l'offre touristique et de loisirs fluviale et fluvestre sur le canal du Rhône à Sète. Un premier acompte de 6 000,00 € a été versé en 2023. Toutefois, cette subvention n'ayant pu être soldée à partir des crédits inscrits sur le budget primitif 2024, il est nécessaire d'inscrire 6 000 € supplémentaires pour solder l'opération en 2025.

Le Conseil départemental est sollicité par la Communauté des communes Causses Aigoual Cévennes Terres Solidaires pour une étude juridique pour un montant de 10 000 € concernant le Climatographe – Observatoire du Mont Aigoual.

Pour les subventions relatives aux manifestations et opérations touristiques, il est ainsi décidé d'augmenter les crédits en fonctionnement pour un montant total de 16 000 €.

Au total pour l'engagement politique « Construire une destination touristique d'exception », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 16 000 € en dépenses

## D) Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales

### ❖ Soutenir les projets de territoire

Concernant les subventions dans le cadre des contrats avec les communes et leurs groupements et au regard de l'état d'avancement des opérations, il est décidé de :

- diminuer l'autorisation de programme 2020 CDE d'un montant de 98 850,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2021 CDE d'un montant de 7 355,00 €
- diminuer l'autorisation de programme 2022 CDE d'un montant de 538 391,30 €
- diminuer l'autorisation de programme 2023 CDE d'un montant de 367 596,29 €

### ❖ Participer à la modernisation des équipements et des infrastructures des communes et de leurs groupements

Concernant les subventions relatives à la gestion de l'eau - volet eau des contrats territoriaux, le Conseil départemental aide les renouvellements des ouvrages d'eau potable et d'assainissement (travaux d'opportunité). Les subventions antérieures sont réduites ou annulées, depuis l'an dernier et s'élèvent au total à 114 490,19 €. Il est décidé :

- une diminution de l'autorisation de programme 2023 SOLIEAU de 112 483,94 €
- une diminution de l'autorisation de programme 2024 SOLIEAU de 2 006,25 €

Les crédits de paiement 2025 ne sont pas impactés.

Concernant l'assistance technique réglementaire à l'eau, au regard des besoins et des nouvelles estimations, il est décidé d'augmenter les crédits d'acquisition pour un véhicule de 10 000 € les portant à 25 000 €.

### ❖ Favoriser l'ingénierie territoriale et urbaine

Pour les cotisations aux agences d'urbanisme, il est décidé de diminuer les crédits prévus de 6 000 €.

Concernant les études des projets de développement, il est décidé de dévaloriser l'autorisation d'engagement 2015 ETUDESECO d'un montant de 20 000 € et de la clôturer.

Au total pour l'engagement politique « Aménager le territoire en soutenant les dynamiques territoriales », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : -6 000,00 € en dépenses

En investissement : 10 000,00 € en dépenses

## E) Militer pour la culture pour tous

### ❖ Susciter des dynamiques artistiques inédites, participatives et inclusives

Il est décidé une augmentation de 50 000 € des crédits relatifs aux subventions de fonctionnement pour l'action culturelle. Ces crédits complémentaires, permettront de répondre à des demandes de subventions qui n'ont pu être prises en compte lors des précédentes commissions permanentes de l'année 2025.

### ❖ Conserver et valoriser le patrimoine et assurer la transmission culturelle

#### a) Les subventions pour la valorisation du patrimoine

Concernant la gestion des autorisations de programme, il est décidé de dévaloriser de 69 064,49 € l'autorisation de programme 2018 MONUMHISTO et de la clôturer. La totalité des engagements réalisés dans le cadre de cette enveloppe sont soldés.

#### b) L'acquisition d'archives (dons, dépôt, legs, achats, microfilmage, numérisation)

Concernant la numérisation de documents d'archives, l'accord-cadre relatif à l'autorisation de programme 2021 PLANS est arrivé à échéance le 31 mai 2024. C'est pourquoi il est décidé de clôturer cette enveloppe avec une diminution de celle-ci de 4,87 €.

Au total pour l'engagement politique « Militer pour la culture pour tous », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 50 000, 00 € en dépenses

## F) Faire du sport la clé de l'épanouissement de chacun

### ❖ Garantir l'égal accès aux activités physiques et sportives sur notre territoire

Concernant les subventions à l'action sportive et la gestion des autorisations de programme, la subvention attribuée dans le cadre de l'autorisation de programme 2019 HARASUZES étant soldée, il est décidé de la clôturer.

## G) Agir pour lutter contre les risques

### ❖ Développer les politiques de prévention des risques pour renforcer la sécurité des personnes et des biens

#### a) Les subventions pour la lutte contre les incendies de forêt

##### §1. Les aides en investissement

Un nouveau dispositif régional, pour la normalisation des pistes DFCI, a été mis en place, en 2024. Compte tenu des délais restreints pour sa mise en œuvre, la totalité de l'autorisation de programme n'a pu être engagée. Il est donc décidé de réajuster les enveloppes et de les dévaloriser pour un montant total de 228 134,45 €. Les autorisations de programme sont impactées comme suit :

- diminution de 13 398,93 € de l'autorisation de programme 2020 INVAPN
- diminution de 16 542,83 € de l'autorisation de programme 2021 INVAPN
- diminution de 24 682,59 € de l'autorisation de programme 2022 INVAPN
- diminution de 173 510,10 € de l'autorisation de programme 2024 VALOPATNAT

Au vu des demandes de subvention en instance, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2025 VALOPATNAT de 155 000 €.

Les crédits de paiement 2025 sont diminués de 13 398,93 € sur l'autorisation de programme 2020 INVAPN.

##### §2. Les aides en fonctionnement

Le Département alloue des subventions de fonctionnement aux collectivités pour l'entretien des plateformes et des équipements DFCI. Les subventions réduites, au vu des justificatifs transmis, s'élèvent à 19 168,98 €. Il est décidé de diminuer les autorisations de programme comme suit :

- diminution de 12 753,60 € sur l'autorisation de programme 2022 FONCTAPN
- diminution de 2 229,01 € sur l'autorisation de programme 2023 ENTPATNAT
- diminution de 4 186,37 € sur l'autorisation de programme 2024 ENTPATNAT

Au vu des demandes de subvention en instance pour les nouveaux travaux d'entretien des équipements de DFCI, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2025 ENTPATNAT de 64 000 €.

En crédits de paiement, il est décidé de les augmenter de 8 112,76 € sur l'autorisation d'engagement 2023 ENTPATNAT.



b) Les subventions pour la protection contre les inondations

§1. Les aides en investissement

Au vu des justificatifs fournis, les subventions en matière d'aides pour la protection contre les inondations, dans le cadre des plans d'action de prévention des inondations (PAPI) doivent être ajustées. En outre, l'autorisation de programme 2024 MILIEUAQUA a été engagée partiellement. Les annulations s'élèvent au total à 637 793,01 €. Les mouvements sont décidés comme suit :

- diminution de 138 741,81 € sur l'autorisation de programme 2017 PAPINIMES
- diminution de 5 336,68 € sur l'autorisation de programme 2020 INVMA
- diminution de 134 704,51 € sur l'autorisation de programme 2021 INVMA
- diminution de 2 145,50 € sur l'autorisation de programme 2022 INVMA
- diminution de 2 030,85 € sur l'autorisation de programme 2023 MILIEUAQUA
- diminution de 354 833,66 € sur l'autorisation de programme 2024 MILIEUAQUA.

Concernant les crédits de paiement il est décidé :

- une diminution de 71 351,33 € sur l'autorisation de programme 2017 PAPINIMES
- une diminution de 4 836,54 € sur l'autorisation de programme 2020 INVMA
- une diminution de 16 418,72 € sur l'autorisation de programme 2021 INVMA
- une diminution de 10 000,00 € sur l'autorisation de programme 2024 MILIEUAQUA.

L'autorisation de programme 2017 PAPINIMES peut être clôturée.

§2. Les aides en fonctionnement

Le Département alloue des aides pour des travaux ou études à mener en matière de réduction de la vulnérabilité des bâtiments face au risque inondation (adaptation de l'existant et mise en sécurité du bâti), visant à assurer la sécurité des personnes et des biens. Au vu des justificatifs fournis, les subventions antérieures ont fait l'objet de diminution pour un montant de 33 121,36 €.

En autorisation d'engagement, il est décidé de :

- diminuer de 4 454,76 € l'autorisation d'engagement 2019 FONCTMA,
- diminuer de 11 378,80 € l'autorisation d'engagement 2020 FONCTMA,
- diminuer de 7 387,80 € l'autorisation d'engagement 2023 PROTINOND,
- diminuer de 9 900,00 € l'autorisation d'engagement 2024 PROTINOND,

En crédits de paiement, il est décidé une diminution de 4 454,76 € sur l'autorisation d'engagement 2019 FONCTMA.

Les autorisations d'engagement 2019 FONCTMA, 2020 FONCTMA et 2022 FONCTMA peuvent être clôturées.

c) L'exploitation des barrages

Les opérations portées étant terminées et mandatées, il est décidé de :

- dévaloriser l'autorisation d'engagement 2021 BARRAGES de 3 685,72 € et de la clôturer.
- dévaloriser l'autorisation d'engagement 2020 EDD de 1 483,44 € et de la clôturer.

Au regard des besoins de terrain, il est décidé d'inscrire 35 000 € de crédits 2025 pour l'acquisition d'un véhicule affecté à l'activité.

d) Les opérations sur les barrages

Au regard de l'ajustement des besoins prévisionnels des études liées aux travaux sur la drome de Sénéchas, les crédits 2025 de l'autorisation de programme 2017 SENDROME peuvent être diminués de 13 837,58 € et l'autorisation rephasée.

L'autorisation de programme 2017 PROCECILE pour la réalisation de l'opération de sécurisation du barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge (2017 PROCECILE) nécessite un réajustement et un rephasage. Il est décidé de diminuer les crédits d'acquisition de 360 000 € et d'augmenter les crédits d'avances et de rémunération du mandataire de 180 00 € chacun, soit 360 000 €.

Afin de suivre les financements de l'opération de sécurisation du barrage de Sainte-Cécile-d'Andorge pluri- annuellement, il est décidé d'ouvrir en recette l'autorisation 2017 PROCECILE et d'y inscrire les financements suivants :

- Etat : 13 150 000 €
- Région : 2 500 000 €
- FEDER : 2 500 000 €

Les crédits de recettes 2025 attendus (1 500 000 € Etat et 540 000 € Région) ont été inscrits hors enveloppe lors du budget primitif. Il est décidé de les inscrire sur l'autorisation de programme 2017 PROCECILE.

Au total pour l'engagement politique « Agir pour lutter contre les risques », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 3 658,00 € en dépenses  
En investissement : -94 843,10 € en dépenses

H) S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous

- ❖ Renforcer les actions de prévention, de protection et de promotion de la santé portées par la protection maternelle et infantile

Il est décidé d'inscrire 25 000 € en dépenses de fonctionnement, correspondant à l'achat de vaccins rendus obligatoires depuis janvier 2025.

Concernant les centres d'action médico-sociale précoce (CAMSP), il est décidé d'inscrire 910 000 € en recettes de fonctionnement au titre de la refacturation des frais de gestion et de personnel.

Au total pour l'engagement politique « S'engager pour la santé et les soins partout et pour tous », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 25 000,00 € en dépenses et 910 000,00 € en recettes

I) Développer la lecture publique sur l'ensemble du département

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

## AXE 3 - RELIER LES PERSONNES ET LES TERRITOIRES

Ce troisième axe prioritaire se décline en 5 engagements politiques :

- ❖ Soutenir une vie associative locale
- ❖ Garantir et simplifier les services de proximité
- ❖ Mieux circuler et se déplacer
- ❖ Connecter chacun au très haut débit
- ❖ Faire vivre la démocratie locale

### A) Soutenir une vie associative locale

- ❖ Promouvoir l'inclusion sociale et lutter contre la pauvreté et toute forme de discrimination

Au titre du solde de la programmation « Gestion de la subvention globale du Fonds Social Européen pour la période 2014/2020 », il est décidé :

- d'augmenter en fonctionnement, les crédits de recettes de l'autorisation d'engagement 2015 INCLUSION d'un montant de 3 543 523,00 €. L'autorisation d'engagement est augmentée de ce même montant.
- de diminuer en fonctionnement, les crédits de recettes de l'autorisation d'engagement 2022 FSE+ d'un montant de 700 000,00 €. L'autorisation d'engagement est diminuée de ce même montant.

- ❖ Conforter les actions menées par les partenaires du Conseil départemental

Concernant les subventions complémentaires de fonctionnement, il est décidé de diminuer de 15 000 € les crédits dédiés.

Au total pour l'engagement politique « Soutenir une vie associative locale », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : -15 000,00 € en dépenses et 2 843 523,00 € en recettes

### B) Garantir et simplifier les services de proximité

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

## C) Mieux circuler et se déplacer

### ❖ Exploiter, entretenir et gérer le patrimoine routier

Afin de faciliter et d'améliorer les déplacements, le Conseil départemental poursuit l'entretien de son patrimoine routier.

En autorisation de programme, il est décidé de :

- rephaser et d'augmenter de 418 035,95 € l'autorisation de programme 2020 DIMATPARC consacrée à l'achat et au renouvellement du matériel utilisé pour les activités de la régie routière départementale afin d'honorer les commandes auprès de l'UGAP.
- rephaser également l'autorisation de programme 2023 RENOROUTE.

En crédits de paiement 2025, il est décidé d'augmenter globalement de 1 822 000 € les crédits sur l'autorisation de programme 2023 RENOROUTE dédiée à la rénovation du patrimoine routier. Ce budget supplémentaire sera utilisé comme suit :

- 950 000 € sur les ouvrages d'art en raison des surcoûts liés aux travaux supplémentaires sur l'opération de réhabilitation du pont de Sylveréal (330 000 €) et celle de la reconstruction du pont de Chamborigaud (620 000 €),
- 800 000 € sur les chaussées pour permettre de réaliser à minima les travaux nécessaires au maintien du niveau de service sur certaines sections compte tenu de reports d'opérations,
- 72 000 € sur le volet foncier pour des acquisitions de terrain.

Par ailleurs, il est décidé de réserver un budget supplémentaire pour les programmes d'études et de travaux consacrés à l'exploitation, l'entretien et la gestion du patrimoine routier pour un montant de 10 000 000 €.

### ❖ Moderniser et sécuriser les déplacements quotidiens

En autorisation de programme, il est décidé d'augmenter l'autorisation de programme 2023 SECURDEP, consacrée à la sécurisation des déplacements quotidiens, de 7 200 000 € afin de la porter à 117 200 000 € pour initier de nouveaux programmes d'aménagements de traversées d'agglomération. Il est également décidé de rephaser l'autorisation de programme 2023 SECURDEP et d'augmenter les crédits de paiement 2025 de 400 000 € pour les contrats territoriaux relatifs aux traversées d'agglomération.

### ❖ Créer un réseau d'itinéraires cyclables structurants pour notre territoire

Dans le cadre de la convention interrégionale du Plan Etat-Région 2021-2027 (CPIER), le Conseil départemental a la volonté de s'inscrire dans le cofinancement du projet de restauration et de développement du canal du Rhône à Sète, notamment pour la rénovation des berges gardoises dégradées le long de la véloroute européenne Via Rhôna.

Pour cela, il est décidé de créer une nouvelle autorisation de programme 2025 CPIER 21-27 pour un montant de 2 000 000 € phasée sur 6 ans et d'inscrire d'ores et déjà pour cette année 500 000 € de crédits de paiement.

Il est décidé de rephaser l'autorisation de programme 2023 DEPDOUX, dédiée aux déplacements doux, tout en réduisant ses crédits de paiements 2025 de 72 000 €. Ce rephasage se traduit par une diminution de crédits sur les études de 50 000 € et sur les travaux de 50 000 € et, par ailleurs, une augmentation des crédits prévus pour le foncier de 28 000 € afin de faciliter le paiement des acquisitions de terrain.

❖ Préparer le réseau gardois aux enjeux de demain

En autorisation de programme, il est décidé de rephaser l'autorisation de programme 2011 DITRAVNEUF et d'augmenter de 295 498,12 € pour inscrire les recettes restant à percevoir auprès de la commune de Gallargues-le-Montueux dans le cadre de la convention de co-maitrise d'ouvrage pour la réalisation des travaux d'aménagement des voies de desserte du collège de Gallargues-le-Montueux.

<p>Au total pour l'engagement politique « Mieux circuler et se déplacer », il est décidé d'inscrire : En investissement : 12 650 000,00 € en dépenses</p>
---

D) Connecter chacun au très haut débit

❖ Assurer le suivi du Très Haut Débit

Il est décidé de clôturer l'autorisation d'engagement 2010 HTDEBITFON.

❖ Faciliter les accès aux télécommunications mobiles

Il est décidé de clôturer les autorisations de programme 2011 TELMOBILE et 2017 TELMOBILE.

E) Faire vivre la démocratie locale dans la concertation et la transparence

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

## MOYENS ET RESSOURCES - RENDRE POSSIBLE L'ATTEINTE DES OBJECTIFS EN ADAPTANT LES RESSOURCES AUX BESOINS

Les moyens et ressources se déclinent en 7 engagements de l'administration :

- ❖ Gérer l'institution de manière pérenne
- ❖ Innover et protéger le système d'information et les usages numériques
- ❖ Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques
- ❖ Préserver durablement les finances du Conseil départemental
- ❖ Développer et piloter une politique RH de qualité
- ❖ Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti
- ❖ Préserver la santé des agents

### A) Gérer l'institution de manière pérenne

- ❖ Permettre le fonctionnement interne des services départementaux

Il est décidé d'inscrire 15 000 € pour des dépenses relatives à des colloques et séminaires.

- ❖ Assurer le fonctionnement de l'assemblée départementale et de la questure

Afin d'asseoir sa représentativité auprès des pouvoirs locaux, le Conseil départemental cotise à différentes associations d'élus. A ce titre, il est décidé d'inscrire 67 233 € supplémentaires correspondant à la cotisation à l'Association des départements de France pour l'année 2025.

De plus, il est décidé de clôturer l'autorisation d'engagement 2014 ARCGG.

Au total pour l'engagement de l'administration « Gérer l'institution de manière pérenne », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 82 233,00 € en dépenses

### B) Innover et protéger le système d'information et les usages numériques

- ❖ Déployer et maintenir en condition opérationnelle les postes de travail et les équipements d'infrastructures informatiques

Dans le cadre de la mise en œuvre du Groupe Fermé d'Utilisateurs (réseau de communication indépendant très haut débit réservé exclusivement aux usages de la collectivité) qui est en cours de finalisation, des crédits supplémentaires sont à inscrire au budget supplémentaire 2025 comme suit :

- + 8 315 866,00 € de recettes d'investissement (part prélevée sur le fonds télécoms de la délégation de service public WiGard) non prises en compte sur l'exercice 2024,
- + 1 213 121,95 € de recettes de fonctionnement (part prélevée sur le fonds télécoms de la DSP WiGard) non prises en compte sur l'exercice 2024,
- + 1 455 746,34 € de dépenses de fonctionnement qui sont à la charge du Département et qui n'ont pas été exécutées en 2024 donc ne sont pas rattachables à l'exercice.

Le montant réel des crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement impactant le budget 2025 est donc de 242 624,39 € (dépenses – recettes).

Dans le cadre d'une part de la centralisation de l'infrastructure serveurs des collèges et du déploiement du GFU sur ce périmètre d'autre part, des crédits supplémentaires sont nécessaires afin de déployer des pare-feux (firewall) adaptés à l'évolution de cette infrastructure, toujours dans une logique de mutualisation technologique et de réduction des coûts. A la clé, il y a une économie substantielle de 70 000 € de maintenance annuelle en section de fonctionnement et la dépense bascule sur la section d'investissement.

- Déploiement des pare-feux pour l'infra des collèges : + 269 000 €

Dans le cadre de la priorisation de ce projet technique structurant, des ajustements dans la section d'investissement s'avèrent également nécessaires pour financer cette opération comme suit :

- Transfert du chapitre 20 (logiciels) au chapitre 21 (matériels) : 100 000 €

### ❖ Optimiser et moderniser les solutions logicielles

Il est décidé en dépenses de fonctionnement l'inscription de 10 000 € de crédits supplémentaires pour l'achat de prestations complémentaires, afin de :

- procéder au paramétrage des logiciels AREO SIREO (logiciels de gestion des ouvrages d'art terrestres et des infrastructures routières) en lien avec la réorganisation de la DTER : 5 000 €.
- finaliser la mise à jour du socle technique de développement du site Internet de bibliogard.fr qui n'est plus maintenu : 5 000 €.

De plus, 40 000 € de crédits supplémentaires sont nécessaires afin d'engager les commandes de prestations récurrentes pour les logiciels métier, comme suit :

- 13 300 € pour la maintenance et support logicielle à la suite d'augmentation de tarifs conséquente lors des renouvellements de marché ou à un élargissement du périmètre,
- 26 700 € pour l'achat de licences en mode SaaS à la suite du changement de commercialisation d'applications (bascule du mode On-Premise en mode SaaS : le CD30 n'est plus propriétaire des licences et n'héberge plus le logiciel sur ses serveurs, seul un abonnement pour l'accès à la solution est possible).

### ❖ Sécuriser le système d'information

Il est décidé en dépenses de fonctionnement l'inscription de 36 500 € de crédits supplémentaires pour l'acquisition et la mise en œuvre d'une solution automatisée de gestion des certificats numériques « Serveurs ». Ces certificats permettent notamment de sécuriser les échanges de données entre applications et avec les usagers des sites internet.

Actuellement les certificats de signature numérique « Serveurs » sont valables 12 mois. Dans une démarche visant à renforcer la sécurité des échanges en ligne, les autorités de certification, qui délivrent ces certificats, se sont mises d'accord pour réduire drastiquement la durée de vie des certificats et descendre la durée de validité à 45 jours en 2027.

A la difficulté de gérer le renouvellement de plus de 150 certificats X fois dans l'année, se rajoute celle de la conformité obligatoire au référentiel général de sécurité (RGS) et à la directive NIS2, qui renforcent, l'un et l'autre, les contraintes sur la sécurisation des échanges numériques.

Ainsi, une durée de vie du plus en plus courte et des exigences de sécurité de plus en plus fortes ne permettent plus la gestion manuelle des certificats. Cette solution a vocation à automatiser le suivi, le renouvellement et l'achat des certificats « Serveurs », et, ainsi, sécuriser les échanges de données du Département et protéger son image vis-à-vis des usagers de ses sites internet.

Au total pour l'engagement de l'administration « Innover et protéger le système d'information et les usages numériques », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 1 542 246,34 € en dépenses et 1 213 121,95 € en recettes

En investissement : 269 000,00 € en dépenses et 8 315 866,00 € en recettes

C) Accompagner et sécuriser la Collectivité dans ses démarches juridiques

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

D) Préserver durablement les finances du Conseil départemental

Le budget supplémentaire 2025, qui entend respecter la logique du budget primitif 2025, allie ambition et maîtrise des dépenses dans une logique de responsabilité financière afin d'éviter d'obérer, pour l'avenir, les marges de manœuvre, tout en permettant la continuité des actions politiques engagées au service des gardoises et des gardois.

❖ Exécuter le budget dans une démarche prudentielle et de sincérité

a) Les opérations réelles

§1. L'exécution comptable courante

Afin d'assurer l'exécution comptable des opérations de gestion en fonctionnement, il est décidé d'inscrire en dépenses de fonctionnement 100 000,00 € pour d'éventuelles remises gracieuses qui pourraient être accordées, et 50 000 € au titre des frais liés à la gestion de la trésorerie.

Afin d'assurer l'exécution comptable d'éventuelles opérations de prises de participation et autres immobilisations financières, il est décidé d'inscrire en dépenses d'investissement 5 100 000,00 € (dont 2 500 000,00 € pour des acquisitions de titres de participation et 2 600 000,00 € pour d'autres immobilisations financières).



## §2. La gestion des indus

Au budget supplémentaire de 2025, il est inscrit 3 740 000,00 € en dépenses de fonctionnement supplémentaires en prévision d'admissions en non-valeur de titres de recettes émis par le Conseil départemental pour lesquels la Paierie départementale est dans l'incapacité de pouvoir recouvrer (dont 400 000,00 € au titre du RSA et 3 340 000,00 € au titre des autres créances).

## §3. Les charges spécifiques

Il est décidé d'inscrire, au budget supplémentaire 2025, 1 500 000,00 € en dépenses de fonctionnement en prévision d'opérations spécifiques concernant d'éventuelles annulations de titres émis sur exercices antérieurs.

## §4. Les provisions

Dans cadre du suivi des provisions, il est décidé d'inscrire 1 500 000,00 € en dépenses de fonctionnement, dont :

- 1 000 000,00 € au titre des dotations aux provisions pour risques et charges de fonctionnement,
- 500 000,00 € au titre des dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants.

En outre, il est prévu d'inscrire 3 300 000,00 € en recettes de fonctionnement au titre des reprises sur dépréciation des actifs circulants.

## §5. La Dotation globale de fonctionnement (DGF) et autres dotations

Avec la réception de la notification de la DGF 2025 attribuée au Conseil départemental du Gard, il convient d'augmenter globalement cette recette de fonctionnement d'un montant de 165 027 €, intégrant les évolutions suivantes :

- + 15 916 € pour la part dotation forfaitaire de la DGF,
- - 69 256 € pour la part de dotation et de péréquation urbaine,
- + 218 367 € pour la part relative à la dotation de compensation.

Au titre des autres dotations et participations, il convient d'augmenter les recettes de fonctionnement d'un montant 33 525,00 €, correspondant à :

- + 22 681,00 € de dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP), en recette de fonctionnement
- + 10 844,00 € de dotation générale de décentralisation (DGD)

## §6. Les impôts et taxes perçus

Il convient d'ajuster diverses recettes de fonctionnement issues des impôts et taxes perçus, comme décrit ci-après :

- + 740 804,00 € de taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) afin de se conformer aux encaissements perçus en 2024
- + 403 694,00 € d'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER) afin de se conformer à la notification reçue pour l'exercice 2025
- + 500 000,00 € de frais de gestion de la taxe foncière sur les propriétés bâties
- - 886 675,00 € d'accise sur l'électricité afin de se conformer aux encaissements perçus en 2024.

Par ailleurs, s'agissant de la recette de fonctionnement liée à la taxe départementale de publicité foncière et droit départemental d'enregistrement et de la taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement (dits communément droits de mutation à titre onéreux DMTO), eu égard aux encaissements constatés au cours du 1<sup>er</sup> quadrimestre 2025, il convient, dans une logique de prudence et de sincérité, de réduire cette dernière d'un montant de - 10 000 000,00 €, afin de ramener le montant global attendu pour l'exercice 2025 à 134 100 000,00 € au lieu des 144 100 000,00 €, tels qu'initialement prévus au budget primitif 2025.

Enfin, s'agissant :

- de la fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire attribuée aux départements en raison de la perte de la taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB), il est décidé d'inscrire, afin de tenir compte de la notification reçue courant 2025, une hausse d'un montant de 627 958 € en recettes de fonctionnement.
- de la fraction de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) compensatoire attribuée aux départements en raison de la perte de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), il est décidé d'inscrire afin de tenir compte de la notification reçue courant 2025, une hausse d'un montant de 1 192 268,00 € en recettes de fonctionnement.

#### §7. Les Fonds de péréquation

Au titre du fonds national de péréquation des DMTO, il est décidé d'inscrire, à titre prévisionnel et prudentiel en dépense de fonctionnement, + 500 000,00 €.

#### §8. Les Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)

S'agissant du FCTVA, il est décidé d'inscrire en recettes de fonctionnement 600 000,00 € qui n'avaient pas été inscrits au budget primitif en raison des incertitudes pesant sur la Loi de finances pour 2025.

#### §9. Les résultats 2024 reportés en 2025

En section de fonctionnement, il est décidé de reporter en recettes, au compte 002, un excédent de fonctionnement d'un montant de 58 170 451,53 €.

En section d'investissement, il est décidé de reporter en recettes, au compte 001, un excédent d'investissement d'un montant de 12 017 829,93 €, et d'affecter en recette d'investissement au compte 1068, un excédent de fonctionnement capitalisé de 22 500 000,00 €.

#### b) Les opérations d'ordre

Au budget supplémentaire 2025, les opérations d'ordre représentent :

- En fonctionnement : 20 000 000,00 € en dépenses 1 500 000,00 € en recettes
- En investissement : 1 500 000,00 € en dépenses et 20 000 000,00 € en recettes

A l'équilibre au global, les dépenses et les recettes des opérations d'ordre se répartissent en opérations d'ordre de section à section, opérations patrimoniales et opérations pour l'équilibre budgétaire.

### §1. Les opérations d'ordre de section à section

Les opérations d'ordre de section à section sont enregistrées sur les chapitres « 040 » en investissement et « 042 » en fonctionnement. Les dépenses du chapitre 040 sont toujours égales aux recettes du chapitre 042 et réciproquement.

Ces opérations d'ordre de section à section peuvent être classées sous les trois grandes catégories suivantes :

- l'amortissement des immobilisations,
- la reprise des subventions transférables,
- la procédure de neutralisation budgétaire de l'amortissement des bâtiments administratifs et scolaires,

La première catégorie se traduit par des dépenses en section de fonctionnement et des recettes en section d'investissement, les deux autres par des recettes en section de fonctionnement et des dépenses en section d'investissement.

Pour le budget supplémentaire 2025, elles s'élèvent respectivement à la somme de :

- |  |                |
|--|----------------|
| ➤ dotations aux amortissements :                                       | 0,00 €         |
| ➤ reprise en section de fonctionnement des subventions transférables : | 1 500 000,00 € |
| ➤ neutralisation des amortissements :                                  | 0,00 €         |

Soit un total de 1 500 000,00 € concernant les recettes de fonctionnement et les dépenses d'investissement.

### §2. Les opérations patrimoniales

Aucune inscription n'est décidée dans le cadre de ce budget supplémentaire 2025.

### §3. Les opérations pour l'équilibre budgétaire

Afin de réaliser les équilibres des sections de fonctionnement et d'investissement, il est décidé d'inscrire au chapitre « 023 » un montant de 20 000 000,00 € en dépenses de fonctionnement. Ce même montant est reporté en recettes à la section d'investissement au chapitre « 021 ».

### ❖ Maîtriser l'endettement

La maîtrise de l'endettement est une préoccupation constante de la collectivité afin de pouvoir assurer le financement d'une partie de ses dépenses d'investissement tout en maintenant une capacité de désendettement correcte, et en tout état de cause inférieure à 10 ans.

Par ailleurs, il est nécessaire d'assurer une veille permanente afin de doter la collectivité d'un niveau de trésorerie suffisant pour permettre le règlement des dépenses courantes.

Dans ces conditions, il est décidé, dans le cadre de ce budget supplémentaire 2025, d'inscrire :

- en fonctionnement : + 880 000,00 € en dépenses au titre des intérêts de la dette et de frais de commissions bancaires,
- en investissement : - 29 894 107,97 € en recettes au titre de la mobilisation d'emprunts nouveaux, ce qui, compte tenu du montant de 99 652 872,59 € inscrit au budget primitif 2025, laisse la possibilité d'emprunter au maximum jusqu'à 69 758 764,62 €.

Au total pour l'engagement de l'administration « Préserver durablement les finances du Conseil départemental », il est décidé d'inscrire :

- Opérations réelles :

En fonctionnement : 8 270 000,00 € en dépenses et 54 847 052,53 € en recettes

En investissement : 5 100 000,00 € en dépenses et 4 263 721,96 € en recettes

- Opérations d'ordre :

En fonctionnement : 20 000 000,00 € en dépenses et 1 500 000,00 € en recettes

En investissement : 1 500 000,00 € en dépenses et 20 000 000,00 € en recettes

#### E) Développer et piloter une politique RH de qualité

##### ❖ Relever le défi d'une gestion novatrice des ressources humaines et maîtriser la masse salariale

L'augmentation des cotisations patronales versées à la CNRACL résulte d'un ajustement réglementaire imposé par l'État, dans le cadre de la réforme des retraites ou de l'équilibrage financier du régime spécial des agents titulaires de la fonction publique territoriale. La cotisation patronale CNRACL était jusqu'au 31-décembre 2024 de 31,65 %. A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, la cotisation est passée à 34,65% pour les agents titulaires et stagiaires de la collectivité. Il est donc décidé d'inscrire des crédits budgétaires, en dépenses de fonctionnement, à hauteur de 2 400 000 €. De plus, il est décidé d'inscrire 1 000 000 € supplémentaire au titre de la rémunération principale.

Afin d'assainir les situations RH complexes et d'éviter les coûts imprévus en vertu du principe de prudence, il convient d'augmenter les crédits prévus pour l'indemnité de licenciement des assistantes familiales de 100 000 €.

##### ❖ Accompagner et soutenir les personnels et leur famille

Les prestations d'action sociale sont très sollicitées par les agents. Elles constituent un atout majeur pour leur pouvoir d'achat et contribue significativement à l'attraction de notre collectivité

Les aides d'action sociale (séjours, études, enfants handicapés et garde d'enfants) constituent un levier essentiel de politique RH, qui complète la rémunération et participe directement à l'attractivité, à la fidélisation et à la cohésion du collectif de travail. Les demandes étant en évolution constantes pour l'exercice 2025, le montant prévu au budget n'est pas suffisant dans le prévisionnel établi pour finir l'année 2025. Il est décidé d'inscrire 161 594,28 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement.

La commission des aides financières joue un rôle central dans l'accompagnement des agents en situation de difficulté ponctuelle ou durable. Elle intervient sur des situations sensibles qui ne relèvent pas des aides réglementaires classiques (action sociale standardisée), mais qui nécessitent une réponse individualisée et rapide. Il est décidé d'inscrire 4 819 € de crédits supplémentaires en dépenses de fonctionnement.

Concernant la restauration collective, il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires à hauteur de 5 821,20 € pour la restauration collective Mama MIAM.

Chaque année un budget est prévu afin de commander des cartes cadeaux pour le Noël des enfants des agents du Département. Il est décidé l'inscription de crédits supplémentaires à hauteur de 40 000 €.

Au total pour l'engagement de l'administration « Développer et piloter une politique RH de qualité », il est décidé d'inscrire :  
En fonctionnement : 3 712 234,48 € en dépenses

#### F) Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti

##### ❖ Administrer efficacement le parc immobilier départemental et le patrimoine mobilier

En autorisation de programme, il est décidé de rephaser l'autorisation de programme 2018 PARCVL-VAE pour les achats de véhicules légers et vélos et de transférer le budget 2025 prévues sur les avances vers les paiements d'achat véhicules livrés pour un montant de 125 000 €.

Il est décidé de diminuer de 67 000 € les crédits prévus sur la gestion de propriété pour permettre des réajustements sur d'autres prestations.

Au niveau de la gestion des locations immobilières, il est nécessaire d'augmenter de 2 000 € les crédits de paiement afin de prendre en compte la révision de la caution sur le bâtiment AXONE à Nîmes

Concernant les recettes, à la suite des intempéries survenues en 2021, l'assurance dommages aux biens effectuera en 2025 un remboursement au Conseil départemental, correspondant aux sinistres subis par les bâtiments, pour un montant total de 150 000 €.

##### ❖ Adapter et pérenniser la qualité des lieux d'accueil du public et de travail des agents départementaux

Il est décidé divers mouvements budgétaires afin d'ajuster les dépenses en exécution. Il est décidé d'inscrire une diminution de 150 000 € pour les études de restructuration, réhabilitation du Vieux Moulin et de 150 000 € pour le Mas d'Asport. De plus il est également décidé une diminution de 100 000 € sur les études préalables à de nouvelles opérations sur les bâtiments (autorisation de programme 2022 ETUPREBAT).

Enfin, il est décidé d'inscrire 400 000 € pour les travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments sur l'autorisation de programme 2022 BATIMENT22 (300 000 €) compte tenu des paiements sur les travaux de l'Hôtel du Conseil départemental et hors autorisation de programme (100 000 €) pour le paiement de travaux 2024 et 2025 sur le laboratoire départemental.

Au total pour l'engagement de l'administration « Entretenir et valoriser notre patrimoine bâti », il est décidé d'inscrire :

En fonctionnement : 150 000,00 € en recettes

En investissement : -65 000,00 € en dépenses

#### G) Préserver la santé des agents

Aucune nouvelle inscription n'est décidée s'agissant de cet engagement politique.

## Partie 2. LES GRANDS EQUILIBRES BUDGETAIRES

---

## UNE SECTION DE FONCTIONNEMENT PERMETTANT DE DEGAGER UNE EPARGNE BRUTE D'UN MONTANT DE 20,0 M€

La section de fonctionnement qui s'équilibre à 69 416 847,48 € permet d'autofinancer la section d'investissement à hauteur de 20,0 M€.

### A) Des recettes réelles de fonctionnement inscrites pour un montant de 67,9 M€

Les recettes réelles de fonctionnement sont inscrites à ce budget supplémentaire 2025 pour un montant de 9,7 M€, dont le solde correspond en grande partie à :

- une estimation prudente des droits de mutation à titre onéreux avec une baisse de 10 M€ par rapport au budget primitif ;
- un ajustement de la fraction de TVA compensatoire de TFPB avec une hausse de 0,6 M€ ;
- un ajustement de la fraction de TVA compensatoire de CVAE avec une hausse de 1,2 M€ ;
- divers ajustements pour la DGF et diverses dotations avec une hausse de 0,2 M€ ;
- l'inscription de la recette liée au FCTVA de fonctionnement pour 0,6 M€ ;
- divers ajustements de recettes liées à des impôts et taxes avec une hausse globale de 0,8 M€ ;
- des recettes liées au Fonds Social européen (FSE et FSE +) pour 2,8 M€ ;
- des recettes liées à des reprises sur provision pour 3,3 M€ ;
- divers ajustements de recettes liées au social avec une hausse de 8,9 M€ ;
- une recette liée à l'opération de déploiement de la fibre noire (GFU WiGard) pris sur le Fonds Telecom pour un montant de 1,2 M€

Ces recettes réelles intègrent également le résultat de la section de fonctionnement 2024 reporté sur 2025 pour un montant de 58,2 M€.

A ces recettes, s'ajoutent des recettes d'ordre pour un montant de 1,5 M€.

### B) Des dépenses réelles de fonctionnement inscrites pour 49,4 M€

Les dépenses réelles de fonctionnement sont inscrites au budget supplémentaire 2025 pour un montant de 49,4 M€, résultant principalement des conséquences des hausses sur les 4 postes suivants :

#### ❖ Des dépenses sociales en augmentation globale de +34 M€ dont principalement :

- + 22,5 M€ pour les allocations individuelles de solidarité (AIS) avec :
  - L'allocation personnalisée d'autonomie (APA) : +2,5 M€
  - La prestation de compensation du handicap (PCH) : +6 M€
  - Le revenu de solidarité active (RSA) : +14 M€
- + 3,0 M€ pour l'enfance et la petite enfance
- + 6,0 M€ pour l'aide sociale à l'hébergement



❖ Diverses dépenses financières pour un total de +8,3 M€, dont notamment :

- +1,5 M€ pour le suivi des provisions
- +0,5 M€ pour la part contribution au fonds national de péréquation DMTO
- +0,9 M€ pour des frais liés à la gestion des emprunts et à la trésorerie
- +1,5 M€ de charges exceptionnelles pour d'éventuelles annulations de titres sur exercices antérieurs
- +3,7 M€ pour des admissions en non-valeur

❖ Des dépenses liées à l'opération de déploiement de la fibre noire (GFU WiGard) pour un montant de 1,5 M€.

❖ Des dépenses liées aux ressources humaines en augmentation globale de +3,7 M€ par rapport au budget primitif 2025 en ce qui concerne la paie des agents (+3,5 M€) en lien notamment l'augmentation progressive du taux de contribution employeur à la CNARCL sur 4 ans à compter 1<sup>er</sup> janvier 2025, et de diverses prestations sociales au bénéfice des agents (+0,2 M€).

En cumulant budget primitif 2025 et budget supplémentaire 2025, l'épargne brute, constituée de la différence entre recettes réelles de fonctionnement et dépenses réelles de fonctionnement, ressort à un montant de 9,4 M€.

Budget Primitif	977 689 386,00 €
Budget Supplémentaire (hors reports)	9 746 395,95 €
Total des Recettes Réelles de Fonctionnement	987 435 781,95 €
Budget Primitif	928 646 186,00 €
Budget Supplémentaire (hors reports)	49 352 987,61 €
Total des Dépenses Réelles de Fonctionnement	977 999 173,61 €
Epargne Brute	9 436 608,34 €

La différence entre la totalité des recettes de fonctionnement et la totalité des dépenses de fonctionnement permet un autofinancement de la section de fonctionnement à la section d'investissement d'un montant de 20,0 M€.

## UNE SECTION D'INVESTISSEMENT DOTE D'UN HAUT NIVEAU D'INVESTISSEMENT RENFORCANT L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE DEPARTEMENTAL AVEC UNE DETTE MAITRISEE

La section d'investissement s'équilibre à 40 309 895,21 €.

Les dépenses réelles d'investissement supplémentaires (hors reports) représentent 19,2 M€.

Ce budget supplémentaire 2025 permet d'augmenter les dépenses réelles d'investissement consacrées principalement aux routes (+12,7 M€), à des aides à l'investissement pour les EHPAD (+1,2 M€), à l'informatique (+0,2 M€), ainsi qu'à d'éventuelles acquisitions de titres de participation et autres immobilisations financières (5,1 M€).

A ces dépenses réelles d'investissement, s'ajoutent 19,6 M€ de reports de dépenses d'investissement.

Les dépenses d'ordre d'investissement représentent 1,5 M€.

L'apport de recettes réelles d'investissement supplémentaires pour 15,7 M€ (dont 7,4 M€ de reports de recettes d'investissement) permet de financer partiellement les dépenses réelles d'investissement supplémentaires.

A ces recettes d'investissement, s'ajoutent 12 M€ de résultat de la section d'investissement 2024 reporté sur 2025.

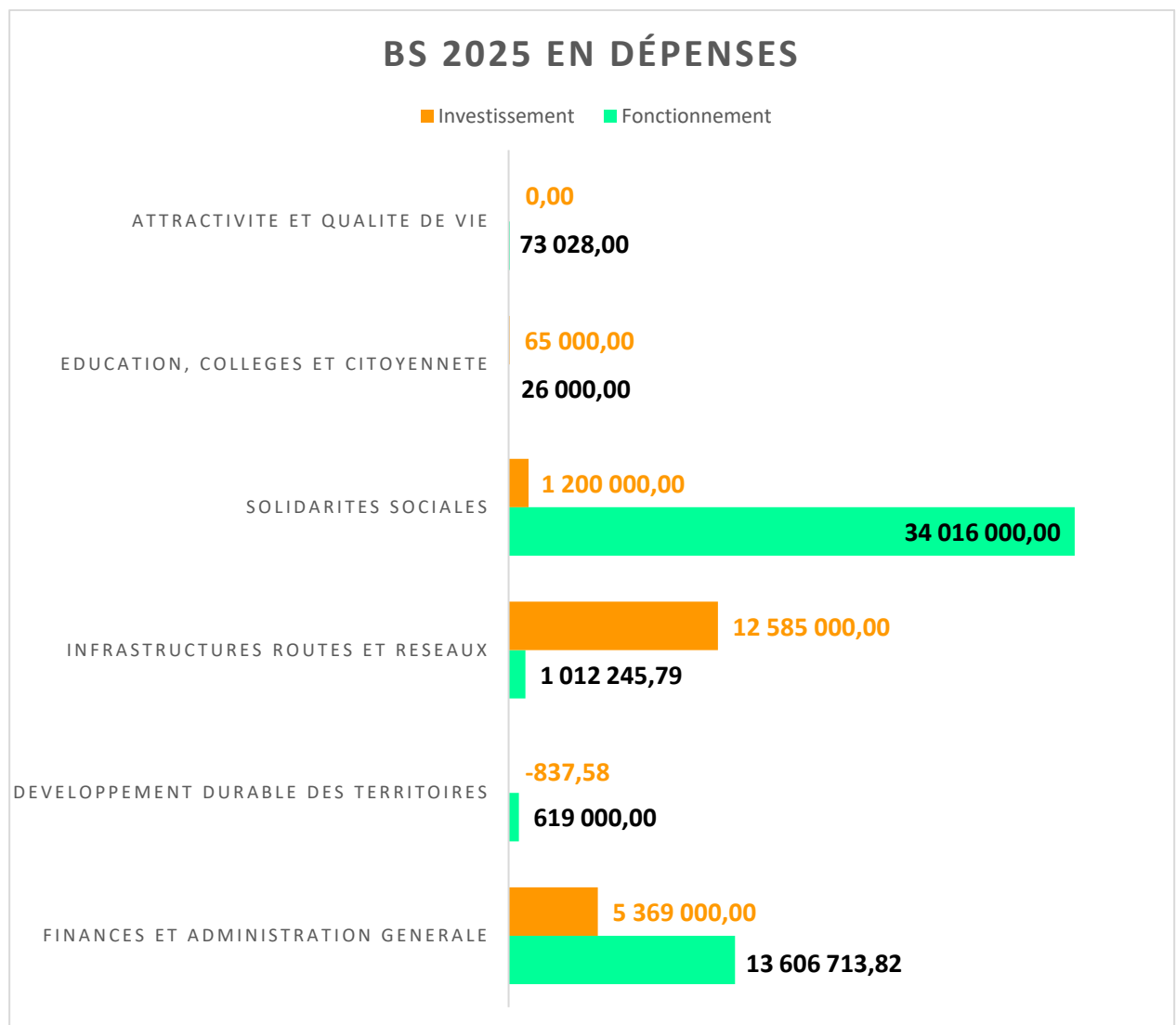
L'équilibre de la section d'investissement est assuré par :

- un autofinancement de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 20,0 M€
- une affectation du résultat 2024 de la section de fonctionnement à la section d'investissement de 22,5 M€
- une réduction de l'emprunt d'équilibre de 29,9 M€ laissant la possibilité de recourir en 2025 à un emprunt jusqu'à un montant maximum de 69,8 M€, étant ici rappelé qu'au budget primitif, l'emprunt d'équilibre était de 99,7 M€.

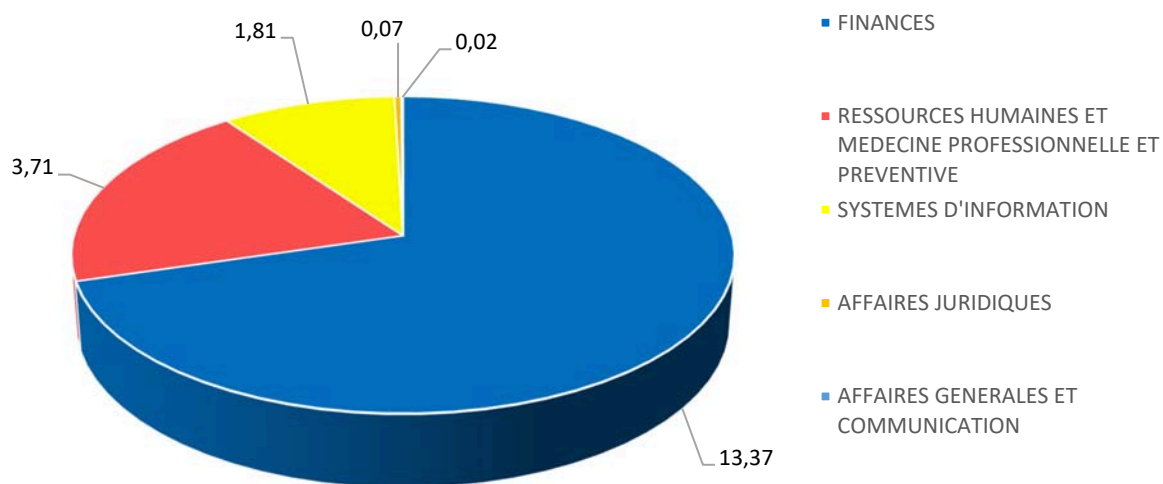
## GRAPHIQUES

### A) Volet Dépenses

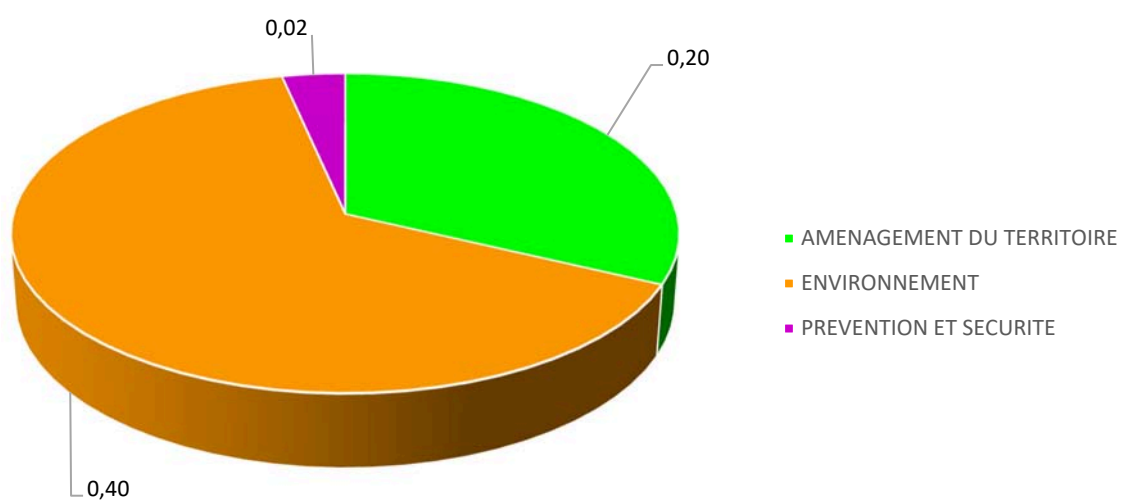
Hors restes à réaliser N-1



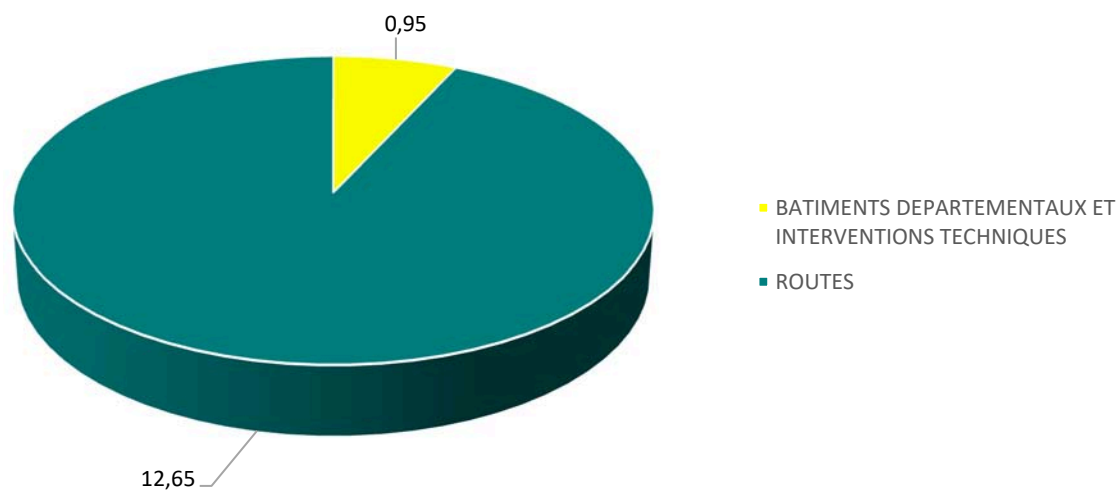
### FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE EN M€



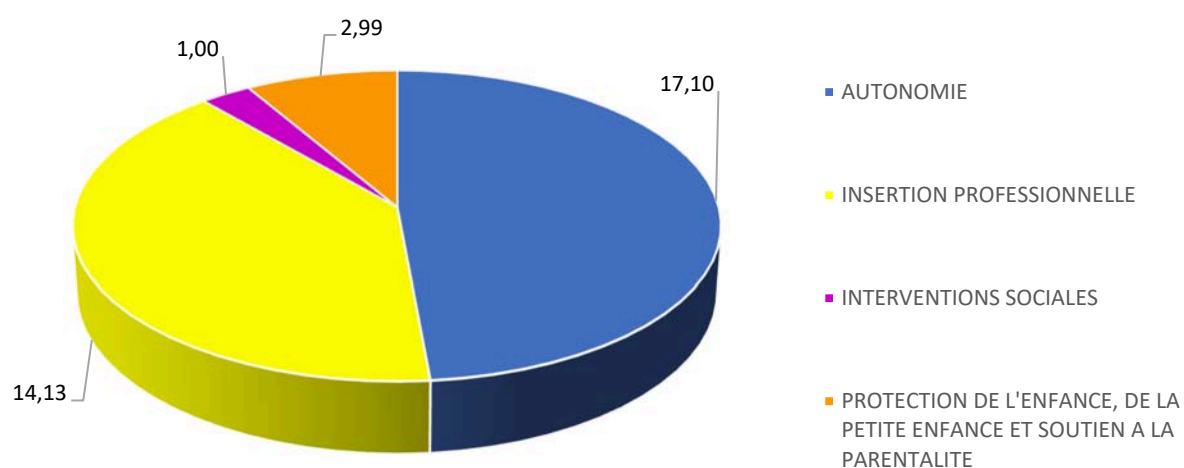
### DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES EN M€



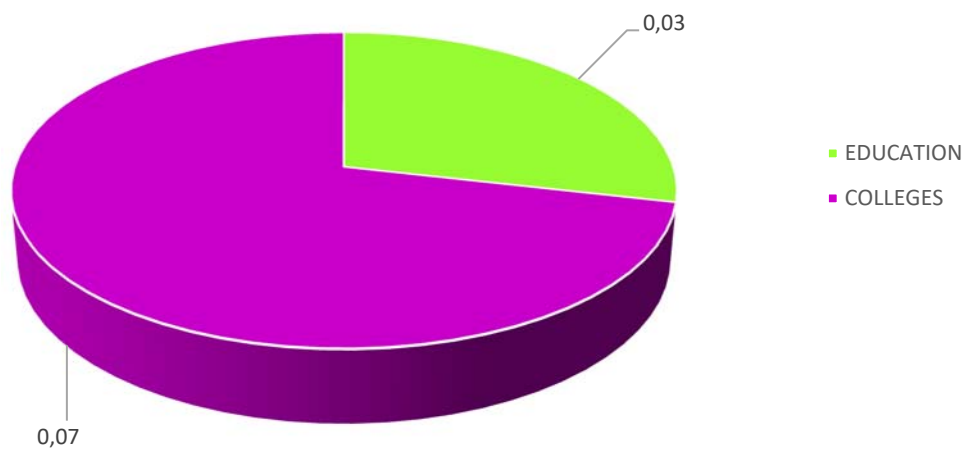
### INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX EN M€



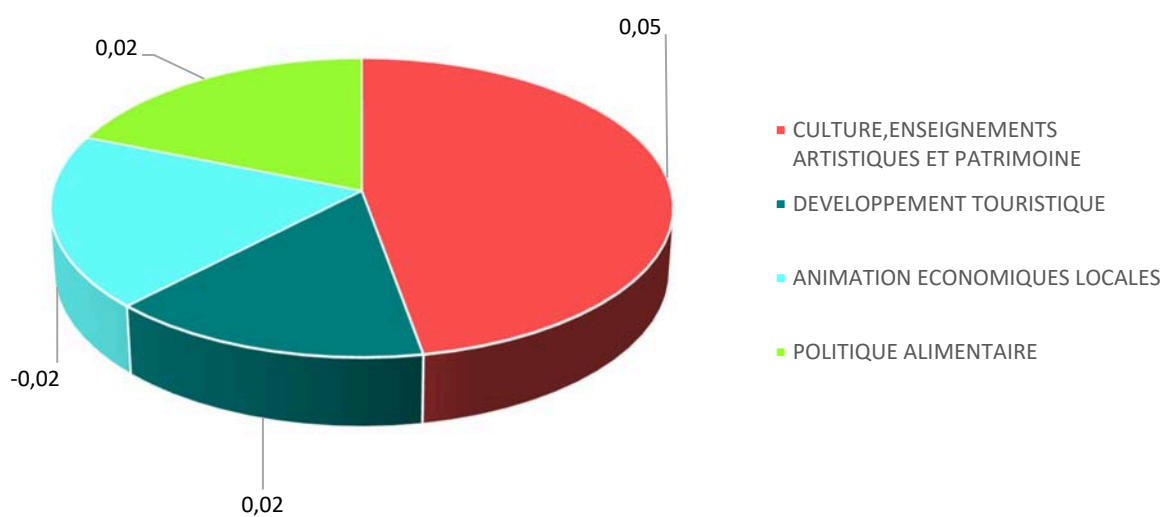
### SOLIDARITES SOCIALES EN M€



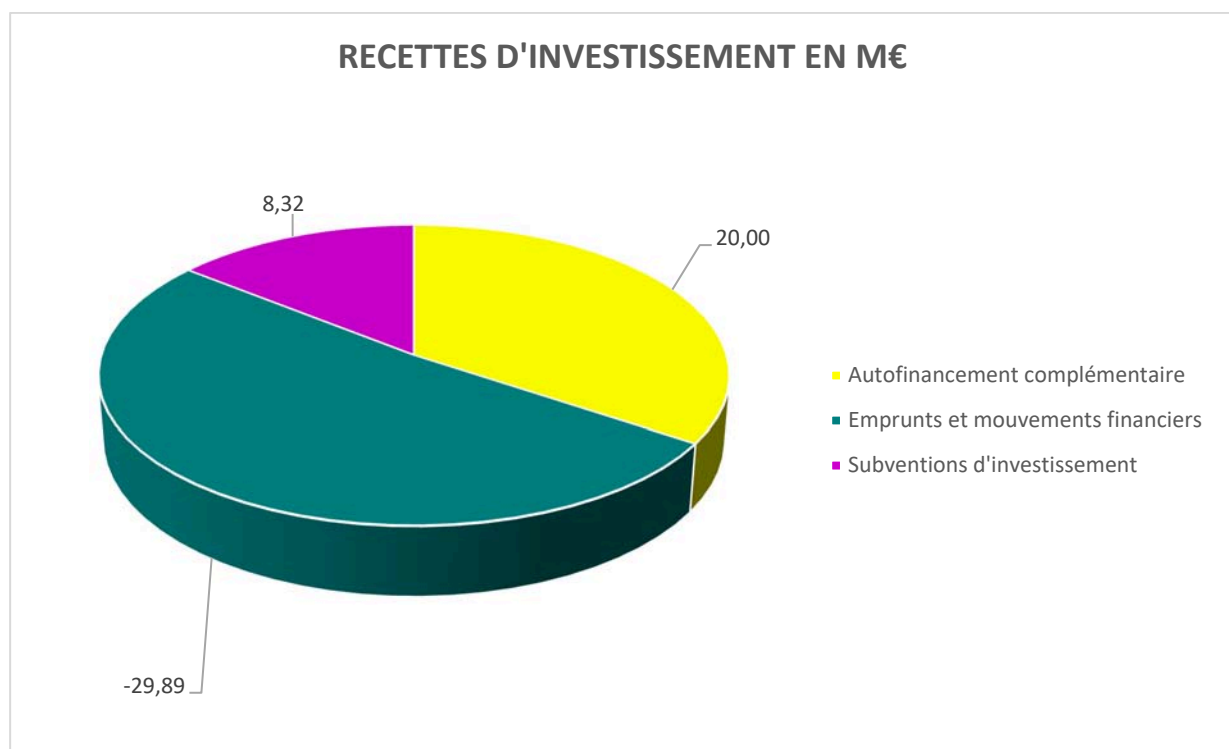
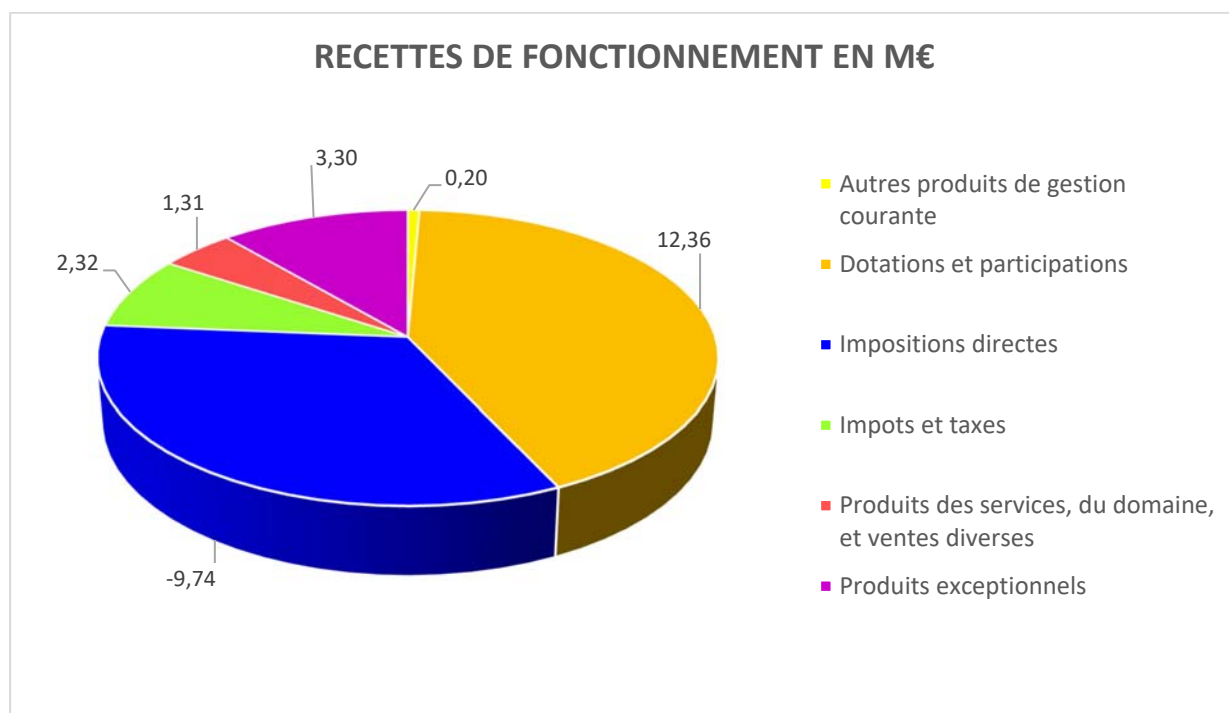
### EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE EN M€



### ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE EN M€



## B) Volet Recettes



## VUE D'ENSEMBLE

### Fonctionnement

Dépenses réelles 69 352 987,61 €	Recettes réelles 9 746 395,95 €
Dépenses d'ordre 0,00 €	Recettes d'ordre 1 500 000,00 €
Sous-total 69 352 987,61 €	Sous-total 11 246 395,95 €
Reports 63 859,87 €	Reports 58 170 451,53 €
Total 69 416 847,48 €	Total 69 416 847,48 €
Dépenses	Recettes



## Investissement

Dépenses réelles 19 218 162,42 €	Recettes réelles 20 921 758,03 €
Dépenses d'ordre 1 500 000,00 €	Recettes d'ordre 0,00 €
Sous-total 20 718 162,42 €	Sous-total 20 921 758,03 €
Reports 19 591 732,79 €	Reports 19 388 137,18 €
Total 40 309 895,21 €	Total 40 309 895,21 €
Dépenses	Recettes

Total cumulé

INVESTISSEMENT

40 309 895,21 €

FONCTIONNEMENT

69 416 847,48 €

TOTAL BS 2025  
109 726 742,69 €

## Partie 3. TABLEAUX FINANCIERS

---

## AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (AE) ET AUTORISATIONS DE PROGRAMME (AP)

En dépenses

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	114 191 916,15	163 064,04	114 354 980,19	0,00	
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	2 334 337,27	0,00	2 334 337,27	0,00	
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	13 339 791,69	0,00	13 339 791,69	0,00	
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (PRODUIT TDENS)	24 475 534,87	-3 277 754,31	21 197 780,56	260 000,00	11 474 793,89
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	4 834 099,50	0,00	4 834 099,50		
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIERS NIMES	11 735 981,23	0,00	11 735 981,23		
2006	CVISEGPACO	COLLEGE DU VIGAN - CONSTRUCTION D'UNE SEGPA	1 565 284,94	0,00	1 565 284,94		
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'UTR D'ALES	193 461,32	0,00	193 461,32	0,00	0,00
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU RIA	6 615 788,30	0,00	6 615 788,30		
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE ST ANDRE DE VALBORGNE	226 721,37	0,00	226 721,37	0,00	0,00
2007	BVIGCERES	RESTRUCTURATION DU C.E DU VIGAN	55 960,50	0,00	55 960,50		
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE JEAN.ROSTAND NIMES	16 034 900,36	0,00	16 034 900,36	0,00	
2008	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2008	11 070 295,36	0,00	11 070 295,36	0,00	
2009	BVIGCMSRES	AMENAGEMENT DU CMS DU VIGAN	763 280,92	0,00	763 280,92	0,00	0,00
2009	CBAVENRES	EXTENSION VIE SCOLAIRE COLL VENTADOURBAGNOLS/CEZE	18 423,45	0,00	18 423,45	0,00	
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	3 790 101,77	0,00	3 790 101,77		
2009	CNIVALCO	RECONSTRUCTION HQE COLL J. VALLES NIMES	27 100 000,00	0,00	27 100 000,00	315 537,78	626 170,62
2009	CREMCO	RECONSTRUCTION COLLEGE DE REMOULINS	29 200 000,00	0,00	29 200 000,00		491 469,96
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	4 170 943,20	0,00	4 170 943,20		

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2009	DICOM	ROUTES TRAVAUX EN CO-MAITRISED'OUVRAGE	5 629 935,38	0,00	5 629 935,38	0,00	89 917,52
2009	DISUBV	ROUTES SUBVENTIONS PROGRAMME 2009	732 428,88	0,00	732 428,88	0,00	
2010	BALZCEXT	ALZON EXTENSION DU CE	885 507,00	0,00	885 507,00	0,00	
2010	BLGCCECO	LA GRAND COMBE CONST. CE	306 000,13	0,00	306 000,13		
2010	CGALHSCO	CONST HALLE DE SPORT COL GALLARGUES	4 462 930,31	0,00	4 462 930,31	0,00	
2010	DIPERIPH	COMPENSATION TRANSFERT BD PERIPH SUDVILLE DE NIMES	1 456 788,57	0,00	1 456 788,57	0,00	
2010	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2010	9 924 869,16	0,00	9 924 869,16	0,00	
2010	HTDEBITFON	PART MISE EN OEUVRE HAUT DEBIT GARD	2 438 908,00	0,00	2 438 908,00	0,00	
2011	CAUBCCH	CONSTRUCTION COLLEGE ET HALLE DE SPORTS A AUBORD	686 668,35	0,00	686 668,35		
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	11 545 022,70	0,00	11 545 022,70		
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTONS INFRASTRUCTURES DE TELEPHONIE MOBILE	590 189,77	0,00	590 189,77		
2012	CBELCO	CONSTRUCTION DU COLLEGE DE BELLEGARDE	19 405 134,16	0,00	19 405 134,16	0,00	266 062,52
2012	CSGILHSCO	CONSTRUCTION D'UNE HALLE DE SPORTS AU COLLEGE DE ST GILLES	5 827 000,00	0,00	5 827 000,00	0,00	5 807 627,53
2013	BABSELCO	CONSTRUCTION D'ABRIS A SEL POUR LA DGADIF	285 349,01	0,00	285 349,01		
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2013	17 694 865,53	0,00	17 694 865,53	0,00	323 490,08
2013	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2013	6 823 469,11	0,00	6 823 469,11	0,00	574 884,88
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	41 360 000,00	0,00	41 360 000,00		431 176,24
2014	ACQTERRAIN	ACQUISITION TERRAIN IMPLANTATION IMMOBILIER	2 159 212,00	0,00	2 159 212,00		564 799,37
2014	ARCGG	2014 RETRAITE CG	2 424 726,41	0,00	2 424 726,41		
2014	CNIDIRESHS	REST HALLE SPORTS COLL DIDEROT	47 889,58	0,00	47 889,58	0,00	
2014	CPSERES	RECONST COLL PONT ST ESPRIT	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	0,00	34 746 815,00
2014	DICOM	ROUTE TRAVAUX EN CO-MAITRISE D'OUVRAGE	6 035 891,15	0,00	6 035 891,15	0,00	226 193,65
2014	DICPER	CONTRAT DE PLAN ETAT REGION 2014-2020	8 315 000,00	0,00	8 315 000,00	0,00	3 092 926,54

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2014	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIERPROGRAMME 2014	22 265 164,39	0,00	22 265 164,39	0,00	1 370 018,47
2014	DIPISTES	TRAVAUX ROUTIERS PISTES CYCLABLES PROGRAMME 2014	5 732 176,35	0,00	5 732 176,35	0,00	387 954,18
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	6 852 013,66	0,00	6 852 013,66	0,00	383 843,96
2014	FUSION	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DELOGEMENTS	678 474,98	0,00	678 474,98	0,00	52 440,00
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 992 854,39	0,00	19 992 854,39	0,00	1 266 705,67
2015	DIMATCG	ACQUISITION ENTRETIEN ET VENTE DU MATERIEL	640 966,04	0,00	640 966,04	0,00	123 512,08
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONSTRAVAUX NEUFS	6 690 075,86	0,00	6 690 075,86	0,00	309 407,33
2015	ETUDESECO	ETUDES PROJETS ECONOMIQUES	20 000,00	-20 000,00	0,00	0,00	0,00
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	13 347 349,92	0,00	13 347 349,92	0,00	0,00
2015	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATIONDE LOGEMENTS	3 686 800,00	-500,00	3 686 300,00	64 184,00	4 000,00
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	11 718 003,92	0,00	11 718 003,92		
2016	ACCESSBAT	MISE EN ACCESSIBILITE DES BATIMENTS DEPARTEMENTAUX	984 000,00	0,00	984 000,00	289 605,80	640 805,65
2016	ACCESSCOLL	MISE EN ACCESSIBILITE DES COLLEGES PUBLICS	12 369 243,00	0,00	12 369 243,00	750 000,00	2 709 020,17
2016	CGENSSCO	CONSTRUCTION SALLE DE SPORTS A GENOLHAC	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00	0,00	1 200 000,00
2016	DICONNEX	AMENAGEMENTS CONNEXES DEPLACEMENT DE RESEAUX	300 000,00	0,00	300 000,00	0,00	127 493,44
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	19 300 000,00	0,00	19 300 000,00	0,00	684 663,61
2016	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	1 643 550,00	-1 000,00	1 642 550,00	80 000,00	36 600,00
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	6 384 166,23	0,00	6 384 166,23	0,00	0,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	19 805 624,20	0,00	19 805 624,20	270 000,00	401 838,31
2016	UFRMED	SUBVENTION UFR MEDECINE DE NIMES	750 000,00	-750 000,00	0,00	0,00	0,00
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	10 326 635,22	0,00	10 326 635,22	6 000,00	1 358 486,61
2017	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	700 000,00	0,00	700 000,00	0,00	165 865,48
2017	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	17 451 333,83	0,00	17 451 333,83	0,00	774 767,03
2017	DISUBV	SUBVENTIONS	50 000,00	0,00	50 000,00	16 500,00	21 836,80
2017	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	12 977 520,92	0,00	12 977 520,92	0,00	49 636,31
2017	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENT	3 588 298,00	-8 000,00	3 580 298,00	164 640,00	324 762,00
2017	PAPINIMES	PAPINIMES PROGRAMME CADEREAU	2 360 495,99	-138 741,81	2 221 754,18	0,00	0,00
2017	PROCECILE	SECURISATION DU BARRAGE DE STE CECEILE D'ANDORGE PHASE PRO	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	9 473 000,00	21 884 553,10
2017	SENDROME	INSTALLATION NOUVEAU SYSTEME DE DROME BARRAGE DE SENECHAS	1 320 000,00	0,00	1 320 000,00	289 162,42	1 004 675,16
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	6 346 244,62	0,00	6 346 244,62	0,00	0,00
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	628 549,31	0,00	628 549,31	0,00	
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	23 500 000,00	0,00	23 500 000,00	4 478 500,00	9 290 363,21
2018	BATIMENTS	GROSSES REPARATIONS DE BATIMENTS - HORS COLLEGES	4 661 997,38	0,00	4 661 997,38	0,00	152 531,24
2018	BATSOCIAUX	MODERNISATION DE LA SOLIDARITE DEPARTEMENTALE CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION AGENCEMENT BAT SOCIAUX	19 000 000,00	0,00	19 000 000,00	2 858 086,00	8 166 547,34
2018	BJEANEDARC	RESTRUCTURATION BATIMENTS RUE JEANNE D'ARC NIMES	201 306,00	0,00	201 306,00	0,00	0,00
2018	BMAISDEPAR	RESTRUCTURATION MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	957 795,38	0,00	957 795,38		
2018	BREGIROUTE	MODERNISATION ET PERENNISATION DE LA REGIE ROUTIERE CONCERNANT LA CONSTRUCTION RESTRUCTURATION REHABILITATION	23 500 000,00	0,00	23 500 000,00	4 000 000,00	12 563 829,28

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2018	CGENSEGPA	CONSTRUCTION D'UNE SEGPA AU COLLEGE DE ST GENIES MALGOIRES	1 627 191,75	0,00	1 627 191,75	0,00	
2018	COLLEGES	GROSSES REPARATIONS SUR LES COLLEGES	22 779 035,94	0,00	22 779 035,94	0,00	254 233,64
2018	CONSACL	UNITE DE CONDITIONNEMENT DES LEGUMES POUR LES COLLEGES GARDOIS - CONSTRUCTION - RESTRUCTURATION - REHABILITATION	0,00	0,00	0,00		
2018	DIAMONT	ETUDES PRELIMINAIRES	475 000,00	0,00	475 000,00	0,00	101 777,55
2018	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	2 500 000,00	0,00	2 500 000,00	0,00	549 145,71
2018	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	24 651 700,00	0,00	24 651 700,00	0,00	568 391,06
2018	DIPISTES	PISTES CYCLABLES	1 702 914,44	0,00	1 702 914,44	0,00	91 383,75
2018	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	242 463,40
2018	DITRAVNEUF	TRAVAUX NEUFS	973 467,98	0,00	973 467,98	0,00	68 348,12
2018	FONCTAPN	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	141 746,62	0,00	141 746,62	24 346,62	0,00
2018	INVMA	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	792 553,56	0,00	792 553,56	30 000,00	4 302,27
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	5 675 324,82	0,00	5 675 324,82	0,00	0,00
2018	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION ET A LA REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 748 774,00	0,00	2 748 774,00	83 397,00	54 491,00
2018	MONUMHISTO	MONUMENTS HISTORIQUES	196 736,00	-69 064,49	127 671,51	0,00	0,00
2018	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET PNRQAD DE SAINT GILLES	385 778,00	0,00	385 778,00	0,00	204 201,00
2018	SECURPISE	OPERATION BARRAGE LAC DES PISES	1 770 000,00	0,00	1 770 000,00	40 000,00	1 625 528,56
2018	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 782 253,26	0,00	3 782 253,26	0,00	397 881,62
2019	BMOULINRES	REHABILITATION VIEUX MOULIN PONT DU GARD	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00	44 000,00	2 984 759,00
2019	CNCAPOURES	RESTRUCTURATION COLLEGE CAPOUCHINE	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	0,00	14 882 238,60
2019	CVILNEVRES	RESTRUCTURATION COLLEGE VILLEUVE LES AVIGNON	12 500 000,00	0,00	12 500 000,00	3 116 881,61	7 034 599,96
2019	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	3 790 000,00	0,00	3 790 000,00	75 000,00	1 181 072,92



Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2019	DID	DOSSIERS D'INTÉRÊT DÉPARTEMENTAUX	3 036 358,99	0,00	3 036 358,99	100 000,00	0,00
2019	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	4 577 021,10	0,00	4 577 021,10	0,00	70 000,00
2019	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	32 302 880,69	0,00	32 302 880,69	0,00	1 469 008,01
2019	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	120 000,00	57 975,50
2019	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	4 161 196,00	0,00	4 161 196,00	14 137,46	1 695 027,19
2019	DISUBV	SUBVENTIONS	330 000,00	0,00	330 000,00	44 883,11	18 300,04
2019	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	1 155 399,86
2019	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	20 000,00	-4 454,76	15 545,24	10 181,24	0,00
2019	HARASUZES	SUBVENTION POUR LA CREATION D'UNE PLATEFORME PEDAGOGIQUE	120 450,00	0,00	120 450,00	0,00	
2019	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	569 882,89	0,00	569 882,89	24 100,00	0,00
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	4 860 341,06	-38 862,66	4 821 478,40	283 088,40	169 305,44
2019	LOGEMENT	SUBVENTIONS A LA CREATION REHABILITAION DE LOGEMENT	2 157 500,00	-12 495,00	2 145 005,00	189 640,00	155 416,00
2019	PAGAP	PROJETS ALIMENTAIRES GARDOIS	10 102,90	0,00	10 102,90	0,00	1 261,22
2019	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD DE SAINT-GILLES	2 644 065,00	0,00	2 644 065,00	66 510,00	62 526,00
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	3 619 927,19	0,00	3 619 927,19	100 044,35	998 927,00
2020	CBRIGNPARK	REAMENAGEMENT DU PARKING AU COLLEGE DE BRIGON	771 446,81	0,00	771 446,81	0,00	
2020	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	5 436 410,02	-98 850,00	5 337 560,02	488 766,00	398 139,00
2020	CSTGILLECO	CONSTRUCTION DU NOUVEAU COLLEGE DE ST GILLES	39 900 000,00	0,00	39 900 000,00	2 158 118,39	36 646 051,59
2020	DICOM	PARTICIPATION AUX PROJETS STRUCTURANTS	9 090 000,00	0,00	9 090 000,00	0,00	5 922 421,86
2020	DIDASSO	CREATION MAISON DES ASSOCIATIONS DIDEROT NIMES	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	600 000,00	847 885,30
2020	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	4 808 892,33	0,00	4 808 892,33	20 000,00	246 917,02
2020	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	44 950 000,00	0,00	44 950 000,00	0,00	11 966 288,36

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2020	DIMATPARC	ROUTES - MATERIELS	7 081 964,05	418 035,95	7 500 000,00	150 000,00	498 747,72
2020	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	9 497 774,90	0,00	9 497 774,90	0,00	7 463 259,51
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	4 270 000,00	0,00	4 270 000,00	1 916,28	1 274 772,91
2020	DISIGN	SIGNALISATION ET PANNEAUX D'INFORMATION	950 000,00	0,00	950 000,00	0,00	412 183,94
2020	DISUBV	SUBVENTIONS	270 000,00	0,00	270 000,00	64 688,66	90 245,49
2020	DITRAVAGLO	CONTRIBUTIONS AUX COMMUNES POUR TRAVAUX TRAVERSEES AGGLO	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	0,00	1 183 075,00
2020	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX	369 221,95	-1 483,44	367 738,51	0,00	0,00
2020	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	35 500,00	-11 378,80	24 121,20	0,00	0,00
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	1 168 607,63	-158 077,09	1 010 530,54	93 295,61	14 727,71
2020	HALLESPORT	HALLE DE SPORT COMMUNALE	275 000,00	0,00	275 000,00	0,00	
2020	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	442 878,73	-13 398,93	429 479,80	199 681,91	60 966,62
2020	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	7 170 945,04	-6 542,68	7 164 402,36	31 616,10	5 987 000,00
2020	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALE	7 320 786,61	-42 832,58	7 277 954,03	357 180,00	1 036 664,01
2020	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 058 109,46	-103 530,00	1 954 579,46	114 063,20	291 096,16
2020	MAIDEPEX	EXTENSION DE LA MAISON DU DEPARTEMENT NIMES	432 000,00	0,00	432 000,00	0,00	366 540,00
2020	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD DE SAINT GILLES	369 308,00	0,00	369 308,00	45 400,00	99 931,50
2020	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 275 586,12	0,00	2 275 586,12	0,00	904 396,65
2021	ACQIMMEUBL	ACQUISITION D'IMMEUBLES	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	325 000,00	14 675 000,00
2021	ACQTERRAIN	ACQUISITIONS DE TERRAIN	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	300 000,00	4 690 580,34
2021	AGRITOUR	AGRITOURISME	21 000,00	0,00	21 000,00	10 500,00	0,00
2021	BARRAGES	ETUDES SECURISATION BARRAGES	25 000,00	-3 685,72	21 314,28	0,00	0,00
2021	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	5 078 691,00	-7 355,00	5 071 336,00	210 359,00	95 039,00
2021	CSALINDRES	CONSTRUCTION D'UN COLLEGE A SALINDRES	31 600 000,00	0,00	31 600 000,00	0,00	31 593 954,40

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2021	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	312 401,49
2021	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS CYCLABLES	633 393,10	0,00	633 393,10	0,00	104 547,34
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATION	35 000 000,00	0,00	35 000 000,00	134 446,02	6 643 481,53
2021	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	492,50	605 238,06
2021	DITRAVAGLO	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE / ANNUELLE DES OPERATIONS	3 947 257,00	0,00	3 947 257,00	226 046,20	400 885,40
2021	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	6 480,00	0,00	6 480,00	828,32	5 651,68
2021	FONCTSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	44 780,00	0,00	44 780,00	20 294,72	1 501,00
2021	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES GENS DU VOYAGE	311 500,00	0,00	311 500,00	7 000,00	26 767,33
2021	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	235 373,47	-16 542,83	218 830,64	32 000,00	441,95
2021	INVAS	FINANCEMENT INVESTISSEMENT DES ETABLISSEMENTS ACTION SOCIALE	403 077,00	0,00	403 077,00	20 000,00	242 905,00
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	2 022 608,03	-135 308,01	1 887 300,02	2 581,28	21 183,92
2021	INVSTE	SUBVENTIONS FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	4 803 497,60	-242 421,41	4 561 076,19	310 283,96	544 891,27
2021	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	2 672 225,00	-100 247,00	2 571 978,00	241 705,00	1 111 745,00
2021	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	40 000,00	-37 499,41	2 500,59	0,00	0,00
2021	PAGAP	SUBVENTION POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	30 000,00	-12 722,28	17 277,72	2 200,00	2 011,82
2021	PARCVL-VAE	ACQUISITION VENTE MATERIEL	3 100 000,00	0,00	3 100 000,00	575 000,00	1 160 174,61
2021	PLANS	NUMERISATION DE PLANS ARCHIVES	120 000,00	-4,87	119 995,13	0,00	0,00
2021	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	2 078 280,00	-671,43	2 077 608,57	246 147,85	983 857,72

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2021	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	2 830 116,73	0,00	2 830 116,73	825 000,00	1 755 358,41
2022	BATIMENT22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES BATIMENTS (2022-2027) HORS COLLEGES	11 959 725,97	0,00	11 959 725,97	3 446 000,00	2 906 941,98
2022	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	9 394 022,75	-538 391,30	8 855 631,45	2 352 978,00	788 367,44
2022	CLIMATEAU	SUBVENTIONS POUR LA STRATEGIE EAU ET CLIMAT	500 000,00	0,00	500 000,00	15 000,00	485 000,00
2022	COLLEGE22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DE COLLEGES (2022-2027)	47 000 000,00	0,00	47 000 000,00	9 688 349,19	13 881 457,26
2022	CPER2127	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	9 450 000,00	0,00	9 450 000,00	260 000,00	8 990 000,00
2022	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL	25 304,00	0,00	25 304,00	10 000,00	0,00
2022	DID	DOSSIERS D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	9 764 692,00	0,00	9 764 692,00	631 289,78	7 702 860,69
2022	DIDOUX	TRAVAUX NEUFS PISTES CYCLABLES	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	0,00	899 297,88
2022	DIGROSSREP	GROSSES REPARATIONS	34 000 000,00	0,00	34 000 000,00	0,00	6 057 130,78
2022	DIMODERN	TRAVAUX NEUFS ROUTIERS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	148,67	7 615 080,05
2022	DITRAVAGLO	CONTRIBUTION AUX COMMUNES POUR TRAVAUX	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	732 000,00	939 260,73
2022	EQUISPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS SPORTIFS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	118 649,00	0,00	118 649,00	0,00	19 387,25
2022	ETUPREBAT	ETUDES PREALABLES SUR BATIMENTS	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	-8 000,00	2 094 126,67
2022	ETUPRECOLL	ETUDES PREALABLES SUR LES COLLEGES	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00	0,00	1 700 000,00
2022	FONCTAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	132 627,55	-12 753,60	119 873,95	15 539,22	44 134,38
2022	FONCTMA	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	56 000,00	0,00	56 000,00	0,00	0,00
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022 2027	14 150 000,00	0,00	14 150 000,00	4 200 000,00	7 021 057,14
2022	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 934 456,00	0,00	2 934 456,00	0,00	0,00
2022	INOND	SUBVENTIONS INONDATIONS	5 000 000,00	0,00	5 000 000,00	400 000,00	3 581 749,76
2022	INVAPN	SUBVENTIONS POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	247 906,79	-24 682,59	223 224,20	45 000,00	64 546,56

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	1 039 695,80	-2 145,50	1 037 550,30	308 480,80	253 901,01
2022	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 055 408,01	-181 397,71	5 874 010,30	860 583,83	1 241 296,76
2022	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENT	3 126 336,00	0,00	3 126 336,00	538 788,00	1 633 114,40
2022	MAICODEP	CREATION DE MAISONS DEPARTEMENTALES	2 100 000,00	0,00	2 100 000,00	404 455,00	1 438 905,45
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	181 306,17	0,00	181 306,17	0,00	0,00
2022	MEJCLAP	MODERNISATION DU CENTRE SPORTIF DEPARTEMENTAL MEJANNES	29 000 000,00	0,00	29 000 000,00	1 400 000,00	20 307 583,15
2022	NIMBAT8MAI	ETUDES ET TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU BATIMENT PLACE DU 8 MAI A NIMES	11 000 000,00	0,00	11 000 000,00	0,00	10 870 070,00
2022	PADAOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DES CIRCUITS DE PROXIMITE	43 933,00	0,00	43 933,00	0,00	0,00
2022	PADRHDAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN APPROVISIONNEMENT LOCAL DE QUALITE DE LA RESTAURATION	2 161,00	0,00	2 161,00	0,00	0,00
2022	PADSOAE	SUBVENTION POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'OFFRE ALIMENTAIRE	35 808,40	0,00	35 808,40	12 237,00	0,00
2022	PAGAE	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	19 696,40	0,00	19 696,40	9 117,90	0,00
2022	PAGAP	SUBVENTIONS POUR L'EDUCATION A LA CONSOMMATION RESPONSABLE ET LA VALORISATION DU PATRIMOINE GASTRONOMIQUE DU GARD	23 257,60	-459,68	22 797,92	12 243,00	0,00
2022	PAVT	PETIT PATRIMOINE A VOCATION TOURISTIQUE	127 300,00	-37 615,00	89 685,00	0,00	10 800,00
2022	REHABBAUME	REHABILITATION DU SITE DE LA BAUME MOULINS ET SEUIL	450 000,00	0,00	450 000,00	0,00	450 000,00
2022	RESTAUR127	RESTAURATION CD 127 TRANCHE 2022 2026	1 320 000,00	0,00	1 320 000,00	468 000,00	263 502,87
2022	RU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DUPNRQAD SAINT GILLES	881 165,00	0,00	881 165,00	279 521,00	415 078,00
2022	SAFER	SUBVENTION POUR LA SAFER	65 280,00	0,00	65 280,00	15 000,00	0,00
2022	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS	6 000 000,00	0,00	6 000 000,00	935 000,00	2 895 236,37

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	STREAUCLIM	MISE EN OEUVRE STRATEGIE SCHEMA EAU ET CLIMAT	295 000,00	-38 000,00	257 000,00	75 000,00	7 333,22
2022	TSSD	APPEL A PROJETS TOURISME SOCIAL SOLIDAIRE ET DURABLE	15 234,00	-1 490,00	13 744,00	0,00	0,00
2023	AGRITOUR	AGRITOURISME (2023-2027)	100 000,00	0,00	100 000,00	10 000,00	90 000,00
2023	ALIMENT	SUBVENTIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2023 2027	750 000,00	0,00	750 000,00	120 624,68	610 225,32
2023	ANRU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2ET DU PNRQAD SAINT GILLES	2 487 232,30	0,00	2 487 232,30	490 481,00	1 775 825,30
2023	ARCGG	ASSOCIATION DE RETRAITE DES CONSEILLERS GENERAUX DU GARD (2023-2027)	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	300 000,00	600 000,00
2023	AVP	AIDE A LA VIE PARTAGEE	750 000,00	0,00	750 000,00	60 376,00	153 674,40
2023	BARRAGES	OPERATIONS PLURIANNUELLES A LA SECURISATION ET A L'EXPLOITATION DES BARRAGES (2023- 2025)	547 600,00	0,00	547 600,00	143 500,00	352 580,02
2023	BMASBOUDAN	ETUDES ET TRAVAUX POUR LA REHABILITATION DU MAS DE BOUDAN NIMES	7 080 000,00	0,00	7 080 000,00	0,00	7 080 000,00
2023	CARTONS	ACHAT DE CARTONS D'ARCHIVAGES	100 000,00	0,00	100 000,00	20 000,00	57 440,00
2023	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	9 289 068,75	-367 596,29	8 921 472,46	1 871 248,10	3 078 365,44
2023	CHUSERRECA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DU CHU NIMES SERRE CAVALIER	7 200 000,00	0,00	7 200 000,00	100 000,00	7 100 000,00
2023	CNROLLAND	REAGENCEMENT INTERIEUR EXTERIEUR COLLEGE ROMAIN ROLLAND A NIMES	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	2 685 459,00	916 803,82
2023	CREARURALE	SUBVENTION POUR LE SOUTIEN AUX SERVICES DE PROXIMITE EN MILIEU RURAL (2023-2027)	150 000,00	0,00	150 000,00	20 000,00	90 000,00
2023	DEPDOUX	DEVELOPPEMENT DES DEPLACEMENTS DOUX	18 700 000,00	0,00	18 700 000,00	7 944 164,23	6 849 835,62
2023	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	1 860 000,00	0,00	1 860 000,00	462 000,00	1 200 000,00
2023	ENTPATNAT	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LEPATRIMOINE NATUREL	155 649,94	-7 997,25	147 652,69	48 112,76	44 197,34
2023	EQUISPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	318 498,25	0,00	318 498,25	22 500,00	200 000,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2023	FDDHORSIAE	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENTHORS IAE	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	0,00
2023	FDDIAE	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT IAE	350 000,00	0,00	350 000,00	170 000,00	155 600,00
2023	FSL	FRAIS DE GESTION CONVENTION DE MANDAT	823 500,00	0,00	823 500,00	274 500,00	0,00
2023	HABITINCLU	HABITAT INCLUSIF PH	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	246 000,00	635 773,20
2023	IAECHANTIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	2 708 261,75	0,00	2 708 261,75	0,00	3 912,75
2023	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS	2 483 606,51	-65 000,00	2 418 606,51	176 520,00	2 165 836,08
2023	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	1 973 362,87	-2 030,85	1 971 332,02	645 900,00	108 514,28
2023	NUMDOCARCH	NUMERISATION DE DOCUMENTS D'ARCHIVES	400 000,00	0,00	400 000,00	100 000,00	182 306,23
2023	PARCMEYNIE	TRAVAUX DE REAMENAGEMENT DU PARC MEYNIER - SALINELLES NIMES	1 600 000,00	0,00	1 600 000,00	26 000,00	411 321,17
2023	PAVT	PROJET A VOCATION TOURISTIQUE (2023-2027)	600 000,00	0,00	600 000,00	133 125,00	376 241,75
2023	PENIBILITE	PLAN PLURIANNUEL DE LUTTE CONTRE LA PENIBILITE	600 000,00	-581 532,60	18 467,40	0,00	0,00
2023	PROJSTRUCT	PROJETS ROUTIERS SUR ITINERAIRES STRUCTURANTS	15 000 000,00	0,00	15 000 000,00	1 698 762,54	10 533 765,65
2023	PROTINOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LESINONDATIONS	241 442,00	-7 387,80	234 054,20	60 868,24	60 438,76
2023	RENOROUTE	RENOVATION ET EXPLOITATION DU PATRIMOINE ROUTIER	109 837 638,84	0,00	109 837 638,84	17 999 667,28	23 750 930,80
2023	SANTE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR DES CENTRES DE SANTE ET DES CABINES POUR DE LA TELECONSULTATION	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	400 000,00	600 000,00
2023	SCHEMADSD	SCHEMA UNIQUE DES SOLIDARITES DEPENSES (2023-2027)	52 000 000,00	0,00	52 000 000,00	5 000 000,00	35 648 659,04
2023	SDIS	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LE PARC IMMOBILIER DU SDIS DU GARD	18 000 000,00	0,00	18 000 000,00	3 421 804,00	12 101 723,36
2023	SECURDEP	SECURISATION DES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS	28 099 001,64	7 200 000,00	35 299 001,64	5 869 663,05	20 533 637,63

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2023	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	81 400,00	-762,00	80 638,00	16 827,36	15 572,64
2023	SOLIDARITE	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT A DESTINATION DES ESMS	4 000 000,00	0,00	4 000 000,00	718 580,00	2 809 777,84
2023	SOLIEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 162 047,66	-369 770,02	5 792 277,64	1 021 725,05	2 675 513,53
2023	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	325 478,21	0,00	325 478,21	53 000,00	8 583,23
2024	AIDOMICILE	APPEL A MANIFESTATION D'INTERET DE LA CNSA	735 000,00	0,00	735 000,00	200 000,00	380 000,00
2024	AMGTPARKIN	AMENAGEMENT AIRE DE STATIONNEMENT MOBILITE DOUCE	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	1 323 000,00	648 987,72
2024	ANRU2INV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2 ET DU PNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	94 492,00	2 905 508,00
2024	BORNAGENS	BORNAGES DES ESPACES NATURELS SENSIBLES DEPARTEMENTAUX	240 000,00	0,00	240 000,00	20 000,00	220 000,00
2024	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMENTS	10 000 059,00	0,00	10 000 059,00	1 400 000,00	7 666 832,93
2024	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00
2024	EHPADBEAU	RECONSTRUCTION DEUX EHPAD BEUCAIRE	9 300 000,00	0,00	9 300 000,00	100 000,00	9 200 000,00
2024	EHPADQUAI	RECONSTRUCTION MSP QUAI DE LA FONTAINE	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00	0,00	2 000 000,00
2024	EHPADVIDOU	RENOVATION EHPAD VIDOURLE SAUVE	3 800 000,00	0,00	3 800 000,00	500 000,00	3 300 000,00
2024	ENTPATNAT	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	329 000,00	-7 853,37	321 146,63	93 342,00	159 014,00
2024	EQUIPSPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	750 000,00	750 000,00
2024	ESSCOMMUNS	ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE APPEL A COMMUNS	1 000 000,00	0,00	1 000 000,00	250 000,00	750 000,00
2024	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE	38 064,00	0,00	38 064,00	25 000,00	1 247,60
2024	IAECHANIE	FINANCEMENT DES CHANTIERS D'INSERTION	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	749 815,00	28 765,25
2024	LOGEMENT	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 500 000,00	0,00	3 500 000,00	204 604,00	3 279 447,72



Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2024	MASDASPORT	ETUDES ET TRAVAUX DE RESTRUCTURATION DU MAS D'ASPORT A NIMES	2 700 000,00	0,00	2 700 000,00	50 000,00	2 650 000,00
2024	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	3 000 000,00	-442 874,86	2 557 125,14	340 000,00	2 217 125,14
2024	PGESTION	PLANS DE GESTION	80 000,00	0,00	80 000,00	5 000,00	75 000,00
2024	PROTINOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LESINONDATIONS	113 540,00	-9 900,00	103 640,00	40 000,00	63 640,00
2024	REHABESMS	REHABILITATION DES ESMS PA-PH (2024-2026)	12 000 000,00	0,00	12 000 000,00	1 440 000,00	10 560 000,00
2024	RENOVHDD	RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HOTEL DU DEPARTEMENTA NIMES	4 500 000,00	0,00	4 500 000,00	100 000,00	4 400 000,00
2024	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	54 000,00	-8 284,00	45 716,00	7 000,00	10 478,00
2024	SOLIEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	13 930 000,00	-56 963,18	13 873 036,82	800 000,00	12 123 726,72
2024	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LEPATRIMOINE NATUREL	1 110 000,00	-522 846,46	587 153,54	200 000,00	375 733,86
2024	VEGETAUX	FOURNITURE DE VEGETAUX	450 000,00	0,00	450 000,00	105 000,00	345 000,00
2024	VTTMEJANNE	ESPACE VTT MEJANNES LE CLAP	300 000,00	0,00	300 000,00	100 000,00	200 000,00
2025	ACCOMPENF	CONSTRUCTION D'UN CENTRE D'ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DES ENFANTS	7 000 000,00	0,00	7 000 000,00		7 000 000,00
2025	AFAFE	AMENAGEMENT FONCIER AGRICOLE FORESTIER ET ENVIRONNEMENTAL	150 000,00	0,00	150 000,00	50 000,00	100 000,00
2025	AIDETUDMED	AIDES AUX ETUDES DE MEDECINE	560 000,00	0,00	560 000,00	140 000,00	420 000,00
2025	ALIMENT	SUBVENTIONS RELATIVES A LA POLITIQUE ALIMENTAIRE DEPARTEMENTALE 2025 2028	200 000,00	0,00	200 000,00		200 000,00
2025	ANRUINV	SUBVENTIONS AUX OPERATIONS DANS LE CADRE DU FDS ANRU2ET DU PNRQAD SAINT GILLES	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00		3 000 000,00
2025	ARCHIVES	TRAITEMENT D'ARCHIVES	200 000,00	0,00	200 000,00	50 000,00	150 000,00
2025	CDE	SUBVENTION DANS LE CADRE DES CONTRATS AVEC LES COMMUNES ET LEURS GROUPEMEMTS	10 000 000,00	0,00	10 000 000,00	1 000 000,00	9 000 000,00
2025	COLPRIVNUM	COLLEGES PRIVES NUMERIQUE EDUCATIF	0,00	400 000,00	400 000,00		400 000,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2025	CPIER21-27	CONVENTION DE COFINANCEMENT CPIER RHONE-SAONE 2021-2027	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00	500 000,00	1 500 000,00
2025	DESIMPERME	PROGRAMME DE DESIMPERMEABILISATION	6 420 000,00	0,00	6 420 000,00	800 000,00	5 620 000,00
2025	DID	DOSSIER D'INTERETS DEPARTEMENTAUX	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00		3 000 000,00
2025	EDD	ETUDES DE DANGER SUR LES BARRAGES DEPARTEMENTAUX	300 000,00	0,00	300 000,00	15 000,00	285 000,00
2025	ENERGIE	PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE 2025 2028	800 000,00	0,00	800 000,00	200 000,00	600 000,00
2025	ENTPATNAT	SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LEPATRIMOINE NATUREL	220 000,00	64 000,00	284 000,00	70 000,00	214 000,00
2025	EQUIPSPORT	SUBVENTIONS POUR LA CREATION OU LA RENOVATION D'EQUIPEMENTS COMMUNAUX OU INTERCOMMUNAUX	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00	177 500,00	1 322 500,00
2025	FDDIAECHAN	FONDS DEPARTEMENTAL DE DEVELOPPEMENT DE L'INSERTION PAR L'ACTIVITE ECONOMIQUE FDDIAE	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	2 166 713,00	833 287,00
2025	GDV	CONDUITE DE MISSION DE PRIMO ACCUEIL ET D'ACCOMPAGNEMENT DESGENS DU VOYAGE	308 000,00	0,00	308 000,00	93 000,00	215 000,00
2025	GESTCHASS	GESTION DE LA CHASSE	120 000,00	0,00	120 000,00	5 000,00	115 000,00
2025	LOGEMENTS	SUBVENTION A LA CREATION REHABILITATION DE LOGEMENTS	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	5 000,00	2 995 000,00
2025	MILIEUAQUA	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR LES MILIEUX AQUATIQUES ET LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	3 000 000,00	0,00	3 000 000,00	300 000,00	2 700 000,00
2025	PLS	PACTE LOCAL DES SOLIDARITES 2025 2027	150 000,00	0,00	150 000,00	20 000,00	130 000,00
2025	PROGSOLAIR	PROGRAMME DE PRODUCTION ENERGETIQUE ET DE PROTECTION SOLAIRE	2 000 000,00	800 000,00	2 800 000,00	150 000,00	2 650 000,00
2025	PROTINOND	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT POUR LA PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS	243 742,00	0,00	243 742,00	10 000,00	233 742,00
2025	SENSIBEAU	SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	54 000,00	0,00	54 000,00	35 000,00	19 000,00
2025	SOLIEAU	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	6 330 000,00	0,00	6 330 000,00	440 000,00	5 890 000,00

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2025	VALOPATNAT	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT POUR L'ATTRACTIVITE ET LE PATRIMOINE NATUREL	180 000,00	455 000,00	635 000,00	85 000,00	550 000,00
			<b>Somme :</b>	<b>2 898 941,42</b>	<b>1 766 039 151,19</b>	<b>130 173 642,47</b>	<b>664 966 687,21</b>

## En recettes

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2001	COLLEGES	COLLEGES DEPARTEMENTAUX	15 405 780,92	-8 472,00	15 397 308,92		
2005	CQUISH	COLLEGE DE QUISSAC - HALLE DE SPORT	933,34	0,00	933,34		
2005	CSODCOH	COLLEGE SUD OUEST DEPART CONSTRUCT.	6 346,52	0,00	6 346,52		
2006	ACQUITDENS	ACQUISITIONS FONCIERES SUR LES ESPACES NATURELS SENSIBLES (PRODUIT TDENS)	0,00	0,00	0,00		
2006	BVAUCMSRES	RESTRUCTURATION DU CMS DE VAUVERT	47 747,21	0,00	47 747,21		
2006	CNOLIRES	RESTRUCTURATION COLLEGES LES OLIVIERS NIMES	1 446,23	0,00	1 446,23		
2007	BALESUTRES	RESTRUCTURATION DE L'UTR D'ALES	1 049,92	0,00	1 049,92		
2007	BNRIARES	RESTRUCTURATION DU RIA	2 697 465,29	0,00	2 697 465,29		
2007	BSADEVCECO	CONSTRUCTION CE ST ANDRE DE VALBORGNE	840,00	0,00	840,00		
2008	CNROSRES	RESTRUCTURATION COLLEGE JEAN ROSTAND NIMES	76,14	0,00	76,14		
2009	CMANHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL DE MANDUEL	837,17	0,00	837,17		
2009	CUZJLTHSCO	CONST HALLE DE SPORT COLL JLT A UZES	0,00	0,00	0,00		
2011	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2011	221 337,23	295 498,12	516 835,35		295 498,12
2011	TELMOBILE	CONTRIBUTIONS INFRASTRUCTURES DE TELEPHONIE MOBILE	134 421,59	0,00	134 421,59		
2013	DIGROSSREP	GROSSE REPARATIONS SUR LE RESEAU ROUTIER PROGRAMME 2013	244 810,61	0,00	244 810,61		
2014	ACQIMMEUBL	ACQUISITIONS D'IMMEUBLES	1 071 120,00	0,00	1 071 120,00		
2014	DITRAVNEUF	OPERATIONS DE TRAVAUX ROUTIERS NEUFS PROGRAMME 2014	400 000,00	0,00	400 000,00	0,00	400 000,00
2015	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	35 683,90	0,00	35 683,90		

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2015	DITRAVNEUF	PROGRAMMATION PLURIANNUELLE/ANNUELLE DES OPERATIONSTRAVAUX NEUFS	580 388,39	0,00	580 388,39		
2015	INCLUSION	PROGRAMMATION CG PROGRAMME OPERATIONNEL NATIONAL EMPLOI INCLUSION (2014-2020)	9 489 281,63	3 543 523,00	13 032 804,63	3 543 523,00	0,00
2015	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLEET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	4 420 443,13	-36 577,13	4 383 866,00	0,00	0,00
2016	DIGROSSREP	TRAVAUX DE GROSSES REPARATIONS DU RESEAU ROUTIER	11 882,86	0,00	11 882,86		
2016	SUBER	SUBVENTIONS DITES THEMATIQUES (TRAVAUX ADDUCTION EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT ELECTRIFICATION) POUR COMMUNES RURALES	2 062 589,00	0,00	2 062 589,00	0,00	
2016	THD	ETUDES, TRAVAUX ET DSP CONCERNANT LE THD	27 045 000,00	0,00	27 045 000,00	783 000,00	13 953 797,33
2017	BNIDIDEROT	RESTRUCTURATION N°2 COLLEGE DIDEROT A NIMES	1 202 000,00	0,00	1 202 000,00	0,00	
2017	PROCECILE	SECURISATION DU BARRAGE DE STE CECEILE D'ANDORGE PHASE PRO		18 150 000,00	18 150 000,00	2 040 000,00	16 110 000,00
2017	SUBER	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT RURAL 2017	2 725 908,00	0,00	2 725 908,00	0,00	
2017	TELMOBILE	TELEPHONE MOBILE	403 966,22	0,00	403 966,22		0,00
2017	TRANSITION	GESTION DU PROGRAMME DE TRANSITION ENERGETIQUE	6 909 466,76	0,00	6 909 466,76	30 000,00	3 315 067,63
2018	INVSTE	SUBVENTIONS EN INVESTISSEMENT POUR LES SOLIDARITES TERRITORIALES ENVIRONNEMENTALES	1 284 330,00	0,00	1 284 330,00		
2019	INVSTE	SUBVENTIONS DE SOLIDARITES TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES	0,00	0,00	0,00		
2019	REDTHD	REDEVANCE THD	8 217 059,81	0,00	8 217 059,81	698 000,00	3 747 856,32
2019	SOLIDARITE	MAINTIEN A DOMICILE ET HEBERGEMENT DES PERSONNES AGEES	14 639,62	0,00	14 639,62		7 319,81
2020	DIRADARS	OPERATIONS DE SECURITE	2 878 696,00	0,00	2 878 696,00	0,00	2 100 000,00
2020	FONDESECO	FONDS DE SECOURS POUR LES INONDATIONS	3 449,50	0,00	3 449,50		
2021	DIGROSSREP	PILOTAGE DU PROGRAMME PLURIANNUEL DE GROSSES REPARATION	99 792,03	0,00	99 792,03		
2021	INVMA	SUBVENTIONS POUR LES MILIEUX AQUATIQUES	34 954,25	0,00	34 954,25		244,18

Année	Code	Libellé	AP avant étape	Révision	Montant de l'AP	Crédits de paiement N	Crédits de paiement > N
2022	BATIMENT22	MAINTENANCE ET AMELIORATION DES BATIMENTS (2022-2027) HORS COLLEGES	153 600,00	0,00	153 600,00		76 800,00
2022	FSE+	PROMOUVOIR L'INCLUSION SOCIALE PROGRAMMATION FSE+ 2022-2027	3 980 953,91	-700 000,00	3 280 953,91	2 300 000,00	363 667,28
2022	MARCHELOGH	APPUI TECHNIQUE LOGEMENT SOCIAL	171 000,00	0,00	171 000,00	0,00	171 000,00
2022	RESTAUR127	RESTAURATION CD 127 TRANCHE 2022 2026	1 866,62	0,00	1 866,62		933,31
2023	AVP	AIDE A LA VIE PARTAGEE	741 713,60	812 334,00	1 554 047,60		978 811,60
2023	SCHEMADSR	SCHEMA UNIQUE DES SOLIDARITES RECETTES (2023-2027)	20 349 206,66	0,00	20 349 206,66	3 443 105,00	14 185 552,40
2023	SECURDEP	SECURISATION DES DEPLACEMENTS QUOTIDIENS	2 339 387,00	0,00	2 339 387,00	770 000,00	10 296,00
2024	AIDOMICILE	APPEL A MANIFESTATION D'INTERET DE LA CNSA	650 000,00	0,00	650 000,00	195 000,00	455 000,00
			<b>Somme :</b>	<b>21 685 305,99</b>	<b>137 726 777,05</b>	<b>13 802 628,00</b>	<b>55 792 371,98</b>

## OPERATIONS REELLES (PRESTATIONS)

### Service S0004 DRH - SERVICE ACCUEIL ET RELATIONS SOCIALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Prestations sociales du Conseil Départemental	012	021	6478			212 234,48
Prestation						212 234,48
Totaux						212 234,48

Service S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses
Exécution comptable	27	01	2748					2 600 000,00
	26	01	261					2 500 000,00
	65	01	6577			100 000,00		
Prestation						100 000,00		5 100 000,00
Gestion des indus	017	447	6541			400 000,00		
	65	01	6541			3 340 000,00		
Prestation						3 740 000,00		
Opérations exceptionnelles	67	01	673			1 500 000,00		
Prestation						1 500 000,00		
Suivi des provisions (COMPTA)	68	01	6815			1 000 000,00		
	68	01	6817			500 000,00		
	78	01	7817				3 300 000,00	
Prestation						1 500 000,00		
Totaux						6 840 000,00	3 300 000,00	5 100 000,00



Service S0009 DFI - SERVICE BUDGET & ASSISTANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Autres dotations et participations	74	01	74621				10 844,00		
	74	01	748312				22 681,00		
Prestation							<b>33 525,00</b>		
Compensation de la perte de la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises	73	01	7352				1 192 268,00		
Prestation							<b>1 192 268,00</b>		
Compensation de la perte de la TFPB	73	01	7351				627 958,00		
Prestation							<b>627 958,00</b>		
Dotation globale de fonctionnement	74	01	74121				15 916,00		
	74	01	741222				-69 256,00		
	74	01	741223				218 367,00		
Prestation							<b>165 027,00</b>		
Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée	74	01	744				600 000,00		
Prestation							<b>600 000,00</b>		
Dotation de mutation à titre onéreux	731	01	73121				-10 000 000,00		
Prestation							<b>-10 000 000,00</b>		
Fonds national de péréquation des DMTO perçus par les départements	014	01	7392251			500 000,00			
Prestation						<b>500 000,00</b>			
Gestion de la trésorerie	66	01	6615			50 000,00			
Prestation						<b>50 000,00</b>			
Gestion des emprunts	16	01	1641					-	29 894 107,97
	66	01	66111			500 000,00			
	011	020	627			380 000,00			
Prestation						<b>880 000,00</b>		-	<b>29 894 107,97</b>
Excédents de fonctionnement	10	01	1068						22 500 000,00
Prestation									<b>22 500 000,00</b>
Reports	001	01	001						12 017 829,93
	002	01	002				58 170 451,53		
Prestation							<b>58 170 451,53</b>		<b>12 017 829,93</b>

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Impôts et taxes	73	01	7324				500 000,00		
	731	01	73114				403 694,00		
	731	01	73141				-886 675,00		
	731	01	731421				740 804,00		
Prestation							<b>757 823,00</b>		
Totaux						<b>1 430 000,00</b>	<b>51 547 052,53</b>	<b>0,00</b>	<b>4 623 721,96</b>

Service S0012 DLOG - SERVICE ATELIER ET MAINTENANCE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Gestion des marchés de maintenance de sécurité et de vérification des installations techniques des collèges	23	221	2313			65 000,00
Prestation						65 000,00
Totaux						65 000,00

Service S0013 DLOG - SERVICE PROGRAMMATION ET GESTION PATRIMONIALE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Acquisition de véhicules	21	028	21828	2 021	PARCVL-VAE			125 000,00	
	23	028	238	2 021	PARCVL-VAE			- 125 000,00	
Prestation								0,00	
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	20	028	2031	2 022	ETUPREBAT			- 100 000,00	
Prestation								- 100 000,00	
Gestion des biens immobiliers pris en location	27	028	275					2 000,00	
Prestation								2 000,00	
Gestion des propriétés	21	028	21838					- 67 000,00	
Prestation								- 67 000,00	
Suivi des sinistres	75	028	75888				150 000,00		
Prestation							150 000,00		
Totaux							150 000,00	- 165 000,00	

Service S0015 DISI - SERVICE INFRASTRUCTURE ET DONNEES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement		Investissement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
Acquisition d'équipements d'infrastructures informatiques	20	028	2051					- 100 000,00	
	21	028	21838					369 000,00	
Prestation								269 000,00	
Réseau indépendant départemental THD (GFU WiGard)	011	028	61358			617 970,73			
	011	028	6288			837 775,61			
	13	028	1338						8 315 866,00
	74	028	74888				1 213 121,95		
Prestation						1 455 746,34			8 315 866,00
Totaux						1 455 746,34	1 213 121,95	269 000,00	8 315 866,00

**Service S0017 DLOG - SERVICE IMMOBILIER ET TRAVAUX**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Etudes et travaux de maintenance et de sécurité des bâtiments	23	028	2313	2 022	BATIMENT22	300 000,00
	23	6311	2313			100 000,00
<b>Prestation</b>						<b>400 000,00</b>
Etudes et travaux de restructuration, réhabilitation, réaménagement Bâtiments	20	6318	2031	2 024	MASDASPORT	- 150 000,00
	20	633	2031	2 019	BMOULINRES	- 150 000,00
<b>Prestation</b>						<b>- 300 000,00</b>
<b>Totaux</b>						<b>100 000,00</b>

**Service S0018 DAT - MISSION QUALITE ALIMENTAIRE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Développement d'un approvisionnement local de qualité de la restauration (hors domicile)	65	6318	657358	2 022	PADRHDAE	- 2 161,00
<b>Prestation</b>						<b>- 2 161,00</b>
Développement de l'offre alimentaire	65	6318	65748			10 000,00
<b>Prestation</b>						<b>10 000,00</b>
Subvention pour le développement des circuits de proximité	65	6318	657358	2 022	PADAOAE	- 2 225,50
<b>Prestation</b>						<b>- 2 225,50</b>
Subvention pour l'éducation à la consommation responsable et pour la valorisation du patrimoine gastronomique du Gard	65	6318	657358	2 022	PAGAE	- 4 735,50
<b>Prestation</b>						<b>- 4 735,50</b>
<b>Totaux</b>						<b>878,00</b>

Service S0021 DEVPN - SCE SOLIDARITÉS TERRITORIALES ET ENVIRONNEMENTALES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Subventions de solidarité territoriale	204	731	2041582	2 020	FONDESECO		-10 074,28
	204	735	2041482	2 020	FONDESECO		-10 504,56
	204	735	2041582	2 020	FONDESECO		-5 628,75
<b>Prestation</b>							<b>-26 207,59</b>
Subventions de valorisation du patrimoine naturel	65	70	65748	2 024	ENTPATNAT	- 658,00	
<b>Prestation</b>						<b>- 658,00</b>	
Subventions en faveur de l'hydraulique agricole	204	6318	20415332	2 021	INVSTE		-9 000,00
	204	6318	20415332	2 022	INVSTE		-10 728,17
	204	6318	20415332	2 024	SOLIEAU		-5 000,00
	204	6318	20422	2 023	SOLIEAU		-2 363,00
	204	6318	20422	2 024	SOLIEAU		-5 000,00
<b>Prestation</b>							<b>-32 091,17</b>
Subventions lutte contre les incendies de forêt	204	12	2041582	2 020	INVAPN		-13 398,93
	65	12	657358	2 023	ENTPATNAT	8 112,76	
<b>Prestation</b>						<b>8 112,76</b>	<b>-13 398,93</b>
Subventions pour la protection contre les inondations	204	853	2041481	2 017	PAPINIMES		-38 629,66
	204	853	2041481	2 020	INVMA		-3 990,04
	204	853	2041482	2 024	MILIEUAQUA		-10 000,00
	204	853	2041581	2 020	INVMA		-846,50
	204	853	2041582	2 017	PAPINIMES		-32 721,67
	204	853	2041582	2 021	INVMA		-16 418,72
	65	18	657358	2 019	FONCTMA	- 4 454,76	
<b>Prestation</b>						<b>- 4 454,76</b>	<b>-102 606,59</b>
Subventions pour l'assainissement et l'eau potable	204	731	2041481	2 019	INVSTE		-10 820,77
<b>Prestation</b>							<b>-10 820,77</b>

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Subventions relatives à la gestion de l'eau et au partenariat avec l'Agence de l'eau	204	731	2041582	2 023	SOLIEAU		275 125,05
	65	731	657348	2 024	SENSIBEAU	- 3 000,00	
Prestation						- 3 000,00	275 125,05
Subventions relatives aux espaces naturels sensibles	65	78	657381			350 000,00	
	204	78	2041482				-50 000,00
	204	78	2041482	2 024	VALOPATNAT		
Prestation						350 000,00	-50 000,00
Subventions relatives aux espaces, sites et itinéraires	204	78	2041481	2 024	VALOPATNAT		-5 000,00
	204	78	2041482	2 024	VALOPATNAT		-85 000,00
Prestation							-90 000,00
Totaux						350 000,00	-50 000,00



**Service S0025 DEVPN - SERVICE ATTRACTIVITÉ ET PATRIMOINE NATUREL**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Actions en faveur des espaces naturels	20	78	2031	2 022	RESTAUR127	15 000,00
	21	78	21828			18 000,00
	23	78	2312	2 022	RESTAUR127	18 000,00
<b>Prestation</b>						<b>51 000,00</b>
Actions en faveur des espaces, sites et itinéraires	20	78	2031			- 33 000,00
<b>Prestation</b>						<b>- 33 000,00</b>
<b>Totaux</b>						<b>18 000,00</b>

**Service S0032 DEJCS - SERVICE CULTURE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention à l'action culturelle	65	311	65748			50 000,00
<b>Prestation</b>						<b>50 000,00</b>
<b>Totaux</b>						<b>50 000,00</b>

**Service S0044 DLOG SERVICE TRANSITION ENERGETIQUE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Gestion des contrats fluides	011	028	60612.			1 012 245,79
<b>Prestation</b>						<b>1 012 245,79</b>
<b>Totaux</b>						<b>1 012 245,79</b>

Service S0047 DAUT - SERVICE APA ET POLITIQUE MAINTIEN A DOMICILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Allocation d'aides individuelles (APAD)	016	431	6511411			5 000 000,00	
Prestation						5 000 000,00	
Allocation personnalisée à l'autonomie en établissement (APAE)	016	433	651144			300 000,00	
Prestation						300 000,00	
Dotation complémentaire pour les services d'aide et d'accompagnement à domicile	016	430	747811				2 800 000,00
	016	431	6511412			900 000,00	
	65	4238	6514			- 2 800 000,00	
Prestation						- 1 900 000,00	2 800 000,00
Totaux						3 400 000,00	2 800 000,00

## Service S0050 DMR - POLE INGENIERIE FINANCIERE ET PROGRAMMATION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Etudes pour le développement des déplacements doux	204	843	2324	2 025	CPIER21-27	500 000,00
<b>Prestation</b>						<b>500 000,00</b>
Aménagement des traversées d'agglomération	23	842	2315.	2023	SECURDEP	400 000,00
<b>Prestation</b>						<b>400 000,00</b>
Travaux pour la rénovation du patrimoine routier	23	843	2315	2023	RENORROUTE	1 750 000,00
Foncier pour la rénovation du patrimoine routier	21	843	2111	2 023	RENORROUTE	72 000,00
<b>Prestation</b>						<b>1 822 000,00</b>
Foncier pour le développement des déplacements doux	21	843	2111	2 023	DEPDOUX	28 000,00
	23	843	2315	2 023	DEPDOUX	- 50 000,00
<b>Prestation</b>						<b>- 22 000,00</b>
Travaux pour le développement des déplacements doux	20	843	2031	2 023	DEPDOUX	- 50 000,00
<b>Prestation</b>						<b>- 50 000,00</b>
Programme de travaux -réserves routes	20	843	2031			2 000 000,00
	204	847	2041481			2 000 000,00
	23	843	2315			3 000 000,00
	21	843	2188			3 000 000,00
<b>Prestation</b>						<b>10 000 000,00</b>
<b>Totaux</b>						<b>12 650 000,00</b>

## Service S0064 DRH - SERVICE ADMINISTRATION DES RESSOURCES HUMAINES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Paye des agents	012	021	6453			520 809,66
	012	201	6453			377 873,18
	012	30	6453			32 451,45
	012	313	6453			23 711,69
	012	314	6453			14 505,80
	012	315	6453			28 732,27
	012	411	6453			161 057,95
	012	420	6453			616 026,21
	012	50	6453			373 626,27
	012	60	6453			9 236,90
	012	6311	6453			17 853,15
	012	78	6453			9 857,05
	012	021	64111			1 000 000,00
	016	430	6453			67 177,45
	017	446	6453			49 915,53
Prestation						3 302 834,56
Paye des Assistants familiaux	012	4213	64126			50 000,00
	012	4213	6453			97 165,44
Prestation						147 165,44
Ruptures conventionnelles des assistants familiaux	012	4213	64126			50 000,00
Prestation						50 000,00
Totaux						3 500 000,00

**Service S0066 DEJCS - SERVICE EDUCATION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Mise à disposition de mobilier scolaire	204	221	20431			- 20 000,00
	21	221	21841			20 000,00
Prestation						-
Plan pluriannuel de lutte contre la pénibilité	21	221	21578	2 023	PENIBILITE	- 100 000,00
	21	221	2188			200 000,00
	21	221	2188	2 023	PENIBILITE	- 100 000,00
Prestation						-
Totaux						200 000,00

**Service S0072 DEJCS - SERVICE RESTAURATION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Fonctionnement de l'UCL (Unité de conditionnement des légumes)	011	201	6228			11 200,00
Prestation						11 200,00
Lutte contre le gaspillage alimentaire	011	221	6228			9 950,00
Prestation						9 950,00
Totaux						21 150,00

Service S0079 DAT - SERVICE DU TOURISME ET DE L'ATTRACTIVITE TERRITOIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Subvention pour les manifestations et opérations touristiques	65	633	657358			10 000,00
	65	633	657381			6 000,00
Prestation						16 000,00
Totaux						16 000,00

Service S0091 DEVPN - SERVICE EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	Investissement
				Année	Code	Dépenses	Dépenses
Assistance technique réglementaire à l'eau	21	731	21828				10 000,00
Prestation							10 000,00
Etudes d'intérêt départemental sur l'eau	011	50	617	2 022	STREAUCLIM	- 25 000,00	
Prestation						- 25 000,00	
Totaux						- 25 000,00	10 000,00

Service S0092 DEVPN - SERVICE GRANDS OUVRAGES HYDRAULIQUES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Exploitation des barrages	21	853	21828			35 000,00
Prestation						35 000,00
Opérations sur les barrages	20	853	2031	2 017	SENDROME	- 13 837,58
	21	853	2118	2 017	PROCECILE	- 360 000,00
	23	853	237	2 017	PROCECILE	180 000,00
	23	853	238	2 017	PROCECILE	180 000,00
Prestation						- 13 837,58
Totaux						21 162,42

**Service S0094 DATH - SERVICE FONDS EUROPEENS ET TERRITOIRES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Recettes
Gestion de la subvention globale du Fonds social européen (FSE et FSE+)	74	041	74771	2 015	INCLUSION	3 543 523,00
	74	041	74771	2 022	FSE+	- 700 000,00
Prestation						2 843 523,00
Totaux						2 843 523,00

**Service S0116 DAP - SERVICE BUDGET FINANCES ET AFFAIRES JURIDIQUES**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Organisation de colloques et séminaires	011	028	6238			15 000,00
Prestation						15 000,00
Subventions complémentaires de fonctionnement	65	62	65748			- 15 000,00
Prestation						- 15 000,00
Totaux						0,00



Service S0118 DAP - SERVICE COORDINATION FINANCIERE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Schéma unique des solidarités sociales	017	444	65748	2 023	SCHEMADSD	500 000,00	
	017	444	74718	2 023	SCHEMADSR		500 000,00
	65	444	65748	2 023	SCHEMADSD	500 000,00	
Prestation						1 000 000,00	500 000,00
Totaux						1 000 000,00	500 000,00

Service S0119 DAJAG - POLE QUESTURE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Cotisation à des associations d'Elus	011	028	6281			67 233,00
Prestation						67 233,00
Totaux						67 233,00

Service S0124 DADST - SERVICE INSERTION

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Financement des emplois du secteur non marchand (CAOM)	017	444	65671			126 000,00
Prestation						126 000,00
Revenu de solidarité active	017	447	65171			14 000 000,00
Prestation						14 000 000,00
Totaux						14 126 000,00

**Service S0137 DISI - SERVICE EQUIPEMENT**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Maintenance des postes de travail numériques pour les collèges	011	221	6188			26 000,00
Prestation						26 000,00
Totaux						26 000,00

**Service S0138 DISI - SERVICE PROJETS**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Assistance à maîtrise d'œuvre et à maîtrise d'ouvrage (AMOE/AMOA)	011	028	6228			10 000,00
Prestation						10 000,00
Maintenance des applications et des matériels associés	011	028	6156			13 300,00
	011	028	6188			26 700,00
Prestation						40 000,00
Totaux						50 000,00

**Service S0140 DEVPN - SERVICE COORDINATION ET ANIMATION**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Contributions au fonctionnement des syndicats mixtes/ ententes patrimoine naturel	65	78	6561			300 000,00
Prestation						300 000,00
Totaux						300 000,00

**Service S0144 DAUT - SERVICE ACCUEIL INFORMATION AIDE TRANSPORT SCOLAIRE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocations aux familles pour le transport des élèves handicapés	65	81	6514			500 000,00
Prestation						500 000,00
Totaux						<b>500 000,00</b>

**Service S0145 DAUT - SERVICE GESTION DES ETS SOCIAUX ET MS PA PH**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Investissement
				Année	Code	Dépenses
Subventions d'investissement pour la construction ou la réhabilitation des établissements PA	204	4238	2324	2 024	EHPADVIDOU	400 000,00
	204	4238	2324	2 024	REHABESMS	800 000,00
Prestation						<b>1 200 000,00</b>
Totaux						<b>1 200 000,00</b>

Service S0146 DAUT - DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DES PERSONNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Compensation du surcout lié à l'application de l'avenant 43 de la branche de l'aide à domicile pour les SAAD non couverts par des CPOM	016	431	6511411			- 171 000,00	
	65	425	6511211			171 000,00	
	74	4238	747818				4 200 000,00
Prestation						0,00	4 200 000,00
Totaux						0,00	4 200 000,00

Service S0169 DEPE - SERVICE OFFRE D'ACCUEIL

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Prise en charge de l'accueil au Centre départemental d'accueil des familles	65	4213	652411			100 000,00
Prestation						100 000,00
Prise en charge de l'accueil au Foyer de l'Enfance	65	4213	652411			205 000,00
Prestation						205 000,00
Prise en charge de l'accueil dans des lieux de vie	65	4213	652413			1 110 000,00
Prestation						1 110 000,00
Prise en charge de l'accueil en maison d'enfants	65	4213	652412			1 000 000,00
Prestation						1 000 000,00
Totaux						2 415 000,00

Service S0176 DATH - SERVICE AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET COLLECTIVITES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Cotisation aux agences d'urbanisme	011	515	6281			- 6 000,00
Prestation						- 6 000,00
Totaux						- 6 000,00

Service S0180 DEPE - DIRECTION ADJOINTE PROTECTION MATERNELLE INFANTILE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement	
				Année	Code	Dépenses	Recettes
Achat de produits pharmaceutiques	011	411	60662			25 000,00	
Prestation						25 000,00	
Participation au CAMSP de Nîmes	70	411	708421				900 000,00
	70	411	708721				10 000,00
Prestation							910 000,00
Totaux						25 000,00	910 000,00

**Service S0186 DAUT - SERVICE COMPENSATION DU HANDICAP**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocations d'aides individuelles à l'hébergement PH et Services	011	420	62878			57 200,00
	65	425	65242			2 942 800,00
Prestation						3 000 000,00
Prestation de Compensation du Handicap	65	425	6511211			6 000 000,00
Prestation						6 000 000,00
Totaux						9 000 000,00

**Service S0187 DAUT - SERVICE AIDE SOCIALE**

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Allocation d'aides individuelles à l'hébergement PA (HORS APAE)	65	4238	65243			3 000 000,00
Prestation						3 000 000,00
Totaux						3 000 000,00

Service S0192 DISI - POLE SECURITE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Déploiement de logiciels de sécurisation	011	028	6188			20 100,00
Prestation						20 100,00
Mise en œuvre d'actions de sécurisation	011	028	6228			16 400,00
Prestation						16 400,00
Totaux						36 500,00

Service S0204 DAUT - MISSION TRANSITION NUMERIQUE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Recettes
Participation au GIP	70	425	70878			400 000,00
Prestation						400 000,00
Totaux						400 000,00

Service S0261 DEPE - DIRECTION ADJOINTE DE L'ASE PARCOURS ENF ET JEUNES

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Dépenses
Suivi financier des dessaisissements	011	4213	62878			550 000,00
Prestation						550 000,00
Totaux						550 000,00

Service S0931 DAP - SERVICE INNOVATION SOCIALE ET SOLIDAIRE

Prestation	Chap.	Fonct.	Nature	AP/AE		Fonctionnement
				Année	Code	Recettes
Favoriser l'inclusion numérique - Gard numérique ensemble	75	420	757368			53 150,00
Prestation						53 150,00
Totaux						53 150,00

## OPERATIONS D'ORDRE ET OPERATIONS PATRIMONIALES

S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE	IMPUTATION								Fonctionnement	
									Dépenses	Recettes
	042	01	721	Immobilisations incorporelles	0	S0008	0			500 000,00
	042	01	777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat	0	S0008	0			1 000 000,00
	S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE							Somme :	0,00	1 500 000,00
S0009 DFI - SERVICE BUDGET & ASSISTANCE	023	01	023	Virement à la section d'investissement	0	S0009	0		20 000 000,00	
	S0009 DFI - SERVICE BUDGET & ASSISTANCE							Somme :	20 000 000,00	
Total									20 000 000,00	1 500 000,00

S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE	IMPUTATION								Investissement	
									Dépenses	Recettes
	040	01	13911	Subventions d'investissement rattachées aux actifs amortissables	0	S0008	0		1 000 000,00	
	040	01	2051	Concessions et droits similaires	0	S0008	0		500 000,00	
	S0008 DFI - SERVICE COMPTABILITE							Somme :	1 500 000,00	0,00
S0009 DFI - SERVICE BUDGET & ASSISTANCE	021	01	023	Virement à la section d'investissement	0	S0009	0			20 000 000,00
	S0009 DFI - SERVICE BUDGET & ASSISTANCE							Somme :	0,00	20 000 000,00
Total									1 500 000,00	20 000 000,00



## RESTES A REALISER N-1

En dépenses de fonctionnement

IMPUTATION	Article	Montant
65 - 031 - 65315 - 0 - S0119 - 0 -	Formation	63 859,87

Dépenses fonctionnement	63 859,87
-------------------------	-----------

## En dépenses d'investissement

IMPUTATION	Article	Montant
018 - 444 - 204181 - 0 - S0124 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	480,00
16 - 01 - 16878 - 0 - S0013 - 0 -	Autres organismes et particuliers	1 500 000,00
20 - 028 - 2031 - 0 - S0017 - 0 -	Frais d'études	598,60
20 - 028 - 2031 - 0 - S0137 - 0 -	Frais d'études	8 103,60
20 - 028 - 2033 - 0 - S0006 - 0 -	Frais d'insertion	864,00
20 - 028 - 2051 - 0 - S0015 - 0 -	Concessions et droits similaires	78 860,26
20 - 028 - 2051 - 0 - S0082 - 0 -	Concessions et droits similaires	9 214,20
20 - 028 - 2051 - 0 - S0137 - 0 -	Concessions et droits similaires	38,53
20 - 028 - 2051 - 0 - S0138 - 0 -	Concessions et droits similaires	664 612,60
20 - 221 - 2031 - 0 - S0017 - 0 -	Frais d'études	2 269,50
20 - 221 - 2033 - 0 - S0006 - 0 -	Frais d'insertion	4 320,00
20 - 221 - 2051 - 12 - S0137 - 0 -	Concessions et droits similaires	63 369,30
20 - 314 - 2031 - 0 - S0012 - 0 -	Frais d'études	4 560,00
20 - 314 - 2031 - 0 - S0017 - 0 -	Frais d'études	13 200,65
204 - 028 - 20421 - 0 - S0050 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	300,00
20 - 4213 - 2031 - 0 - S0017 - 0 -	Frais d'études	8 607,17
204 - 221 - 20431 - 0 - S0066 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	34 672,24
20 - 425 - 2051 - 52 - S0138 - 0 -	Concessions et droits similaires	1 778,29
204 - 311 - 2041581 - 0 - S0032 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	3 000,00
204 - 311 - 20421 - 0 - S0032 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	13 528,00
204 - 313 - 2041481 - 0 - S0213 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	15 164,00
204 - 313 - 2041581 - 0 - S0213 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	4 200,00
204 - 315 - 2041481 - 0 - S0084 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	1 101,00
204 - 325 - 20415331 - 6 - S0033 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	105 000,00
204 - 326 - 20421 - 0 - S0033 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	17 835,00
204 - 428 - 20421 - 0 - S0260 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	6 356,00
204 - 428 - 20422 - 0 - S0260 - 0 -	Bâtiments et installations	988,00
204 - 428 - 2324 - 0 - S0260 - 0 -	Subventions d'équipement versées	50 000,00
204 - 6318 - 2041482 - 0 - S0018 - 0 -	Bâtiments et installations	1 920,00
204 - 6318 - 2041582 - 0 - S0018 - 0 -	Bâtiments et installations	10 000,00
204 - 6318 - 20421 - 0 - S0018 - 0 -	Biens mobiliers, matériel et études	622,60
204 - 843 - 2041482 - 0 - S0050 - 0 -	Bâtiments et installations	199 871,43

IMPUTATION	Article	Montant
204 - 853 - 20422 - 0 - S0021 - 0 -	Bâtiments et installations	63 874,39
20 - 731 - 2051 - 1 - S0025 - 0 -	Concessions et droits similaires	48 952,80
20 - 78 - 2031 - 1 - S0025 - 0 -	Frais d'études	78 946,00
20 - 843 - 2033 - 0 - S0006 - 0 -	Frais d'insertion	864,00
20 - 853 - 2031 - 42 - S0092 - 0 -	Frais d'études	78 809,70
21 - 020 - 21841 - 0 - S0190 - 0 -	Matériel de bureau et mobilier scolaires	2 082,82
21 - 028 - 21533 - 0 - S0007 - 0 -	Réseaux câblés	46 944,00
21 - 028 - 21533 - 0 - S0015 - 0 -	Réseaux câblés	564 172,80
21 - 028 - 21578 - 0 - S0012 - 0 -	Autre matériel technique	2 153,28
21 - 028 - 21578 - 0 - S0162 - 0 -	Autre matériel technique	10 207,19
21 - 028 - 21838 - 0 - S0015 - 0 -	Autre matériel informatique	744 686,65
21 - 028 - 21838 - 0 - S0082 - 0 -	Autre matériel informatique	4 111,20
21 - 028 - 21838 - 0 - S0137 - 0 -	Autre matériel informatique	891 910,92
21 - 028 - 21838 - 0 - S0138 - 0 -	Autre matériel informatique	4 602,96
21 - 028 - 21848 - 0 - S0060 - 0 -	Autres matériels de bureau et mobiliers	520 558,63
21 - 028 - 21848 - 0 - S0137 - 0 -	Autres matériels de bureau et mobiliers	60 152,68
21 - 028 - 21848 - 11 - S0060 - 0 -	Autres matériels de bureau et mobiliers	493,21
21 - 028 - 2185 - 0 - S0137 - 0 -	Matériel de téléphonie	52 808,76
21 - 028 - 2188 - 0 - S0060 - 0 -	Autres	58 367,78
21 - 028 - 2188 - 0 - S0083 - 0 -	Autres	9 373,98
21 - 201 - 21578 - 9 - S0072 - 0 -	Autre matériel technique	38 368,62
21 - 201 - 21828 - 9 - S0072 - 0 -	Autres matériels de transport	40 631,90
21 - 221 - 21533 - 12 - S0137 - 0 -	Réseaux câblés	5 061,00
21 - 221 - 21831 - 12 - S0137 - 0 -	Matériel informatique scolaire	392 539,21
21 - 221 - 21841 - 0 - S0066 - 0 -	Matériel de bureau et mobilier scolaires	86 461,97
21 - 221 - 2185 - 12 - S0137 - 0 -	Matériel de téléphonie	16 644,70
21 - 221 - 2188 - 0 - S0060 - 0 -	Autres	29 209,69
21 - 221 - 2188 - 0 - S0066 - 0 -	Autres	8 267,02
21 - 313 - 21611 - 0 - S0034 - 0 -	Biens sous-jacents	1 600,00
21 - 315 - 21578 - 0 - S0058 - 0 -	Autre matériel technique	52 721,39
21 - 315 - 21621 - 0 - S0058 - 0 -	Biens sous-jacents	1 537,00
21 - 411 - 2188 - 0 - S0065 - 0 -	Autres	507,60
21 - 411 - 2188 - 0 - S0118 - 0 -	Autres	11 211,60
21 - 6311 - 21578 - 0 - S0019 - 0 -	Autre matériel technique	5 196,68

IMPUTATION	Article	Montant
21 - 731 - 21828 - 0 - S0091 - 0 -	Autres matériels de transport	26 962,71
21 - 78 - 21578 - 1 - S0025 - 0 -	Autre matériel technique	2 517,98
21 - 78 - 21828 - 1 - S0025 - 0 -	Autres matériels de transport	41 057,28
21 - 843 - 2111 - 0 - S0163 - 0 -	Terrains nus	14 772,40
21 - 843 - 2188 - 0 - S0079 - 0 -	Autres	5 879,06
21 - 853 - 21578 - 42 - S0092 - 0 -	Autre matériel technique	1 170,69
21 - 853 - 21828 - 42 - S0092 - 0 -	Autres matériels de transport	29 128,84
23 - 028 - 2313 - 0 - S0012 - 0 -	Constructions	74 881,35
23 - 028 - 2313 - 0 - S0017 - 0 -	Constructions	14 395,40
23 - 028 - 2318 - 0 - S0015 - 0 -	Autres immobilisations corporelles	11 497 481,76
23 - 028 - 238 - 0 - S0015 - 0 -	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	543 558,24
23 - 201 - 2313 - 9 - S0017 - 0 -	Constructions	16 201,88
23 - 221 - 2313 - 0 - S0012 - 0 -	Constructions	25 852,28
23 - 221 - 2313 - 0 - S0017 - 0 -	Constructions	149 069,07
23 - 221 - 2317 - 0 - S0017 - 0 -	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	132 092,32
23 - 313 - 2317 - 0 - S0012 - 0 -	Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition	5 793,60
23 - 314 - 2313 - 0 - S0017 - 0 -	Constructions	11 850,79
23 - 314 - 2316 - 0 - S0037 - 0 -	Restauration des biens historiques et culturels	19 482,00
23 - 315 - 2313 - 0 - S0012 - 0 -	Constructions	27 043,96
23 - 315 - 2316 - 0 - S0058 - 0 -	Restauration des biens historiques et culturels	28 395,00
23 - 420 - 2313 - 0 - S0012 - 0 -	Constructions	2 982,00
23 - 420 - 2313 - 0 - S0017 - 0 -	Constructions	3 789,24
23 - 4213 - 2313 - 0 - S0017 - 0 -	Constructions	8 853,83
23 - 6311 - 2313 - 0 - S0019 - 0 -	Constructions	40 879,39
23 - 78 - 2312 - 1 - S0025 - 0 -	Agencements et aménagements de terrains	26 352,00
23 - 78 - 2312 - 1 - S0025 - 0 -	Agencements et aménagements de terrains	1 002,00
23 - 78 - 2315 - 1 - S0025 - 0 -	Installations, matériel et outillage techniques	30 820,62
26 - 65 - 261 - 0 - S0931 - 0 -	Titres de participation	50 000,00
<b>Dépenses investissement</b>		<b>19 591 732,79</b>

## En recettes d'investissement

IMPUTATION	Libellé	Montant
13 - 01 - 13313 - 0 - S0017 - 0 -	Dotation de soutien à l'investissement des départements	2 011 695,00
13 - 221 - 1311 - 0 - S0017 - 0 -	État et établissements nationaux	764 563,80
13 - 221 - 1311 - 0 - S0044 - 0 -	État et établissements nationaux	180 747,50
13 - 221 - 1311 - 0 - S0066 - 0 -	État et établissements nationaux	5 600,00
13 - 221 - 13148 - 0 - S0017 - 0 -	Autres communes	1 573 203,93
13 - 420 - 1311 - 0 - S0017 - 0 -	État et établissements nationaux	1 400 088,20
13 - 78 - 1311 - 1 - S0025 - 0 -	État et établissements nationaux	3 102,50
13 - 78 - 1312 - 1 - S0025 - 0 -	Régions	10 000,00
13 - 78 - 13172 - 1 - S0025 - 0 -	FEDER	11 497,49
13 - 843 - 1321 - 0 - S0050 - 0 -	État et établissements nationaux	577 862,75
13 - 843 - 13413 - 0 - S0050 - 0 -	Dotation de soutien à l'investissement des départements	525 240,00
23 - 221 - 238 - 0 - S0017 - 0 -	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	226 362,32
23 - 420 - 237 - 0 - S0017 - 0 -	Avances versées sur commandes d'immobilisations incorporelle	20 684,00
23 - 420 - 238 - 0 - S0017 - 0 -	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	59 659,76
<b>Recettes investissement</b>		<b>7 370 307,25</b>

## SYNTHESE PAR COMMISSION

			Fonctionnement	Fonctionnement	Investissement	Investissement
			Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes
<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>	DGA RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	1 542 246,34	1 213 121,95	269 000,00	8 315 866,00
	DGA RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES DE L'ACHAT ET DE LA QUESTURE	67 233,00			
	DGA RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES FINANCES	8 270 000,00	54 847 052,53	5 100 000,00	4 623 721,96
	DGA RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES	3 712 234,48			
	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION D'APPUI DGADCV	15 000,00			
<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>13 606 713,82</b>	<b>56 060 174,48</b>	<b>5 369 000,00</b>	<b>12 939 587,96</b>
<b>C200 DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES</b>	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	-6 000,00			
	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'EAU ET DE LA VALORISATION DU PATRIMOINE NATUREL	625 000,00		-837,58	0,00
<b>C200 DEVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES</b>			<b>619 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>-837,58</b>	<b>0,00</b>
<b>C300 INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX</b>	DGA MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE	1 012 245,79	150 000,00	-65 000,00	
	DGA MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA MOBILITE ET DES ROUTES			12 650 000,00	
<b>C300 INFRASTRUCTURES ROUTES ET RESEAUX</b>			<b>1 012 245,79</b>	<b>150 000,00</b>	<b>12 585 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>C400 SOLIDARITES SOCIALES</b>	DGA DES SOLIDARITES	DIRECTION D'APPUI DGADS	1 000 000,00	553 150,00		
	DGA DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'ANIMATION ET DU DEVELOPPEMENT SOCIAL DES TERRITOIRES	14 126 000,00			
	DGA DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'AUTONOMIE DES PERSONNES	15 900 000,00	7 400 000,00	1 200 000,00	
	DGA DES SOLIDARITES	DIRECTION DE L'ENFANCE ET DE LA PETITE ENFANCE	2 990 000,00	910 000,00		
<b>C400 SOLIDARITES SOCIALES</b>			<b>34 016 000,00</b>	<b>8 863 150,00</b>	<b>1 200 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>C500 EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE</b>	DGA RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DE L'INNOVATION ET DES SYSTEMES D'INFORMATION	26 000,00			
	DGA MOBILITES ET LOGISTIQUE	DIRECTION DE LA LOGISTIQUE			65 000,00	
	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION EDUCATION JEUNESSE CULTURE ET SPORTS			0,00	
<b>C500 EDUCATION, COLLEGES ET CITOYENNETE</b>			<b>26 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>65 000,00</b>	<b>0,00</b>
<b>C600 ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE</b>	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION D'APPUI DGADCV	-15 000,00			
	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION DE L'ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	16 878,00	2 843 523,00		
	DGA DEVELOPPEMENT ET CADRE DE VIE	DIRECTION EDUCATION JEUNESSE CULTURE ET SPORTS	71 150,00			
<b>C600 ATTRACTIVITE ET QUALITE DE VIE</b>			<b>73 028,00</b>	<b>2 843 523,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Opérations réelles</b>			<b>49 352 987,61</b>	<b>67 916 847,48</b>	<b>19 218 162,42</b>	<b>12 939 587,96</b>

<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>	DGA RESSOURCES INTERNES	DIRECTION DES FINANCES	20 000 000,00	1 500 000,00	1 500 000,00	20 000 000,00
<b>C100 FINANCES ET ADMINISTRATION GENERALE</b>			<b>20 000 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>20 000 000,00</b>
<b>Opérations d'ordre</b>			<b>20 000 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>1 500 000,00</b>	<b>20 000 000,00</b>
<b>BS 2025</b>			<b>69 352 987,61</b>	<b>69 416 847,48</b>	<b>20 718 162,42</b>	<b>32 939 587,96</b>